



LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

N°11 - Janvier-février 1984

ISSN 0293-2245

Éditorial

Il y a un peu plus d'un an, à l'occasion du colloque sur « Piero Gobetti et la France » qui s'est tenu à la Maison de l'Italie à Paris, quelques-uns des participants ont émis le vœu que soient recueillis et conservés tous les documents, correspondances, témoignages écrits et oraux, journaux, bulletins, tracts, affiches, traces iconographiques, etc., concernant l'émigration italienne en France pendant la période de l'entre-deux-guerres — principalement l'émigration politique — non encore constitués en fonds pouvant être consultés dans les divers dépôts d'archives, fondations et bibliothèques concernés, tant en France qu'en Italie.

De cette initiative est né à l'automne dernier le Centre d'Études et de Documentation sur l'Émigration Italienne (CEDEI), que le Président Sandro Pertini a bien voulu honorer de son soutien et qui, entre autres objectifs, se propose de repérer les sources disponibles, de recueillir des témoignages inédits et de susciter des travaux et des manifestations scientifiques de toute nature portant sur l'histoire de la présence italienne dans notre pays, en privilégiant dans un premier temps les années du *ventennio* fasciste.

La tâche est immense. Pendant toute la première moitié du XX^{ème} siècle, les immigrés italiens ont de loin constitué la colonie étrangère la plus nombreuse, celle dont peut-être l'apport démographique, économique et culturel a été le plus important. Tous les problèmes qui se posent aujourd'hui aux communautés immigrées — chômage, concentration dans des zones particulièrement touchées par la crise, poussées xénophobes pouvant déboucher sur des incidents graves, quête d'identité de la seconde génération — les Italiens les ont connus dès avant 1914, et la façon dont ils se sont néanmoins intégrés à la société française offre un modèle dont pourraient utilement s'inspirer tous ceux qui ont à charge à l'heure actuelle de réfléchir et d'agir dans le domaine délicat de l'émigration.

Peut-être est-ce la raison pour laquelle le projet du CEDEI a rencontré d'entrée de jeu un large écho dans les principales aires d'accueil de l'émigration transalpine : de l'Aquitaine aux départements du Sud-Est, de la région parisienne au Nord et à la Lorraine. Plusieurs équipes se sont constituées, en rapports étroits les unes avec les autres, et ont commencé à rechercher le matériel documentaire disponible ou à recueillir des témoignages oraux. Pour des raisons évidentes, priorité a été donnée à la décennie 1920, sans doute la plus importante dans l'histoire de l'émigration italienne en France, aussi bien économique que politique.

Tout naturellement la BDIC a paru être le lieu le plus apte à recevoir et à conserver les matériaux de toute sorte qui seront rassemblés dans le courant des prochaines années. Nous voudrions ainsi constituer un fonds comprenant non seulement des sources de première main, mais également des photocopies ou des microfilms de travaux universitaires non publiés (thèses dactylographiées, mémoires de maîtrise ou de DEA, mémoires des Instituts d'Études politiques, etc.), souvent réalisés par des descendants d'émigrés, ce qui leur confère, au second degré, un intérêt particulier. Il y a là tout un patrimoine appartenant à l'histoire des deux pays en même temps qu'à la communauté spécifique que le fait migratoire a créée à l'intérieur des frontières de l'hexagone qui ne pouvait être confié à de meilleures mains.

Pierre MILZA

Les fonds de l'émigration italienne antifasciste : la B.D.I.C.



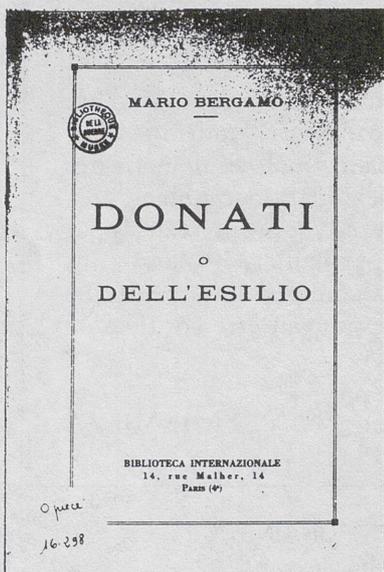
Bibliothèque spécialisée dans l'histoire du XXème siècle, la BDIC s'est consacrée à recueillir des documents relatifs aux émigrations politiques, notamment durant l'entre-deux-guerres. Il peut sembler banal de remarquer que l'histoire de cette période est en particulier caractérisée par une progression générale des régimes fascistes et autoritaires. Cette tendance qui sembla inéluctable à partir de 1933 avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, avait de fait commencé dès 1922, voire 1919, avec l'écrasement de la Commune de Budapest. Cependant, la marche sur Rome en 1922, la victoire du fascisme en Italie représentent véritablement le début de cette évolution qui prit un caractère plus marqué à partir de 1926, date significative du régime fasciste qui vit la disparition de toute possibilité d'opposition en Italie. Après avoir surmonté, deux ans auparavant, la très grave crise politique issue de l'affaire Matteotti, Mussolini interdit, à la suite de l'attentat de Zamboni, toute velléité d'expression légale aux opposants du régime, contraignant ainsi de nombreux antifascistes italiens à quitter leur patrie. Pour le plus grand nombre d'entre eux, la France fut terre d'accueil même si certains gagnèrent la Belgique, le Luxembourg, sans parler des États-Unis et de l'Amérique latine.

La BDIC possède un des fonds les plus riches sur l'émigration antifasciste italienne en France. En ce domaine, la presse est une source de premier ordre pour définir les composantes de cette émigration. La publication ou la disparition d'un journal, d'un bulletin, d'une revue témoignent toujours d'un moment de la vie d'un groupe, permettent de suivre ses activités dans l'espace et dans le temps. Aussi de telles traces, de telles « pistes » doivent-elles être utilisées avec le plus grand soin.

Un recensement des périodiques émanant de l'émigration italienne en France, publiés de 1924 à 1940 et existant à la BDIC, a fait apparaître le chiffre impressionnant d'une cinquantaine de titres. Ce chiffre provisoire est nécessairement amené à s'augmenter puisque divers dons récemment entrés sont en cours de catalogue. On n'a pas non plus tenu compte dans un tel inventaire de publications antérieures, dont certaines très rares, comme le *Don Quichotte* (1920) de Luigi Campolonghi.

La plupart de ces périodiques ont été publiés à Paris ou dans la région parisienne (comme par exemple *L'appello del recluso* (1 seul numéro), Malakoff, ou l'*Esilio* « périodico antifascista », Juvisy-Paris, 1930-33 et un numéro de 34. Cependant, *L.I.D.U.*, émanant évidemment de la Lega italiana dei diritti dell'uomo (L.I.D.U.) en 1931, était publié à Toulouse (2 numéros); les *Problemi della rivoluzione italiana* le furent à Paris et Nanterre de 1931 à 1939. La plupart des courants politiques et sociaux de l'émigration antifasciste italienne sont représentés par leurs publications à la BDIC : communistes « orthodoxes » : *Stato operaio* (1927-1939) ; trotskystes : *Bolletino dell'opposizione* (1931-1933) ; bordiguistes : *Bilan* (Paris-Bruxelles, 1933-1938) ; socialistes italiens « maximalistes » : *Avanti*, Paris, (inc.) ; socialistes « réformistes » appartenant à l'Internationale ouvrière socialiste : *Politica socialista* (1933-1935) ; *Nuovo Avanti* (1934-1940) ; anarchistes : *Lotta anarchica per l'insurrezione*, 1 seul numéro (1930) ; mouvement Giustizia e Liberta : *Quaderni di Giustizia e Liberta* puis *Giustizia e Liberta* (1932-1935 puis 1934-1940) ; républicains : *Iniziativa*, 1 numéro (1932) ; antifascistes : *La Liberta*, organe de la Concentrazione antifascista (1927-1934) ou *Lega*, bolletino della L.I.D.U. (numéros 1 et 3 de 1932). N'oublions pas non plus des publications telles que *Il Dovere* « giornali politico dei esuli italiani » (numéros 6 et 8 de 1927) ou *La Voce della Donna* publié à partir de 1934 par la section féminine du Comité d'action contre la guerre et le fascisme (1 numéro de novembre 1935).

Une telle liste, nécessairement incomplète, montre bien les diverses composantes de l'émigration politique italienne et la richesse des fonds que possède la BDIC. Remarquons d'ailleurs qu'au-delà de l'inévitable différenciation entre les groupes, l'émigration politique italienne représenta sans doute un milieu assez restreint où les cloisons n'étaient pas étanches et où beaucoup se connaissaient. Pour ne citer qu'un seul exemple, nous avons relevé le nom d'un militant, Marcel Chartrain¹, membre de 1923 à 1936 de l'Union socialiste-communiste puis du Parti d'unité prolétarienne, ces deux organisations successivement « sœurs » du Parti socialiste italien maximaliste. Durant ces années,



N. 1
Roma, Novembre 1939

GIUSTIZIA E LIBERTÀ

MOVIMENTO RIVOLUZIONARIO ANTIFASCISTA

A notte più scura alba più vicina
AMENDOLA

Uccidete me, ma l'idea che è in me è immortale. MATTEOTTI

"NON VINCEREMO IN UN GIORNO, MA VINCEREMO"

E' la prima volta, dalla marcia su Roma ad oggi, che un rilevante gruppo di oppositori al fascismo, oppositori per ideologie incompatibili e per invincibili repugnanze morali, decidono di riprendere la lotta, uniti sul solo terreno che la logica politica ha mostrato ed imposto. Finora il fascismo è rimasto indisturbato sul campo di battaglia deserto, e con cento periodici bollettini di guerra, ha annunciato cento volte la stessa vittoria. La opposizione non ha combattuto che una sola battaglia : costituzionale-morale. L'esperimento è ormai chiuso. Una dittatura non si abbatte col decalogo di Mosè, ne con eccezioni

l'adunata. Il rimanente, la gran massa, l'Italia non fascista, è silenziosa, umiliata, atterrita. Noi la vediamo, la sentiamo, la viviamo ; gli osservatori stranieri la paragonano ad un cimitero di vivi. Anche i meno timidi tremano e ciascuno preferisce la miserabile vita in un rifugio tranquillo, alla mischia vicina.

Noi, vogliamo rompere l'incantesimo.

Basta, anche con le mormorazioni. Perfino gli eunuchi, a Bisanzio, mormoravano ; ma filavano la cuocchia.

O battersi o servire vilmente. Non

Mai abbiamo rimpianto la tranquillità familiare o le delizie dei cortigiani.

In tempo di guerra vogliamo essere combattenti ; ne pensiamo di vivere in caverna, attaccati ai telefoni, esigenti dagli altri, assalti e sacrifici. Nella nostra vita abbiamo sempre pagato di persona.

Giovani e veterani, chiamiamo a noi i migliori, i dispersi, i credenti, i giovani.

Provenienti da diverse correnti politiche, archiviamo per ora le tessere dei partiti ; e creiamo un'unità di azione. Movimento rivoluzionario, non partito. « Giustizia e

ruolini di marcia. E se il destino riserverà a noi la sorte della schiera del primo, noi sentiamo fin d'ora che avremo degnamente onorato la nostra vita fra la viltà dei pavidi e la tracotanza degli oppressori.

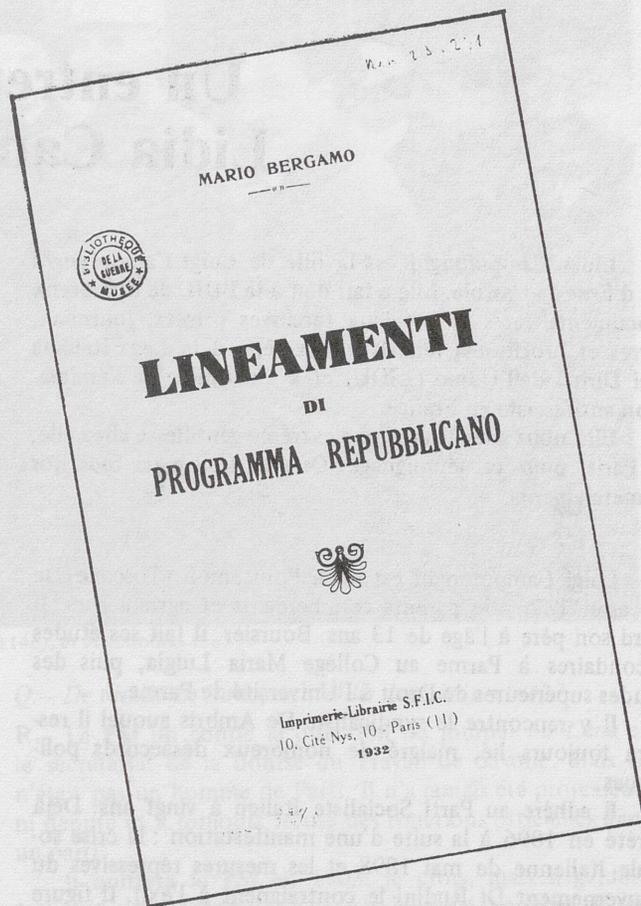
« Giustizia e Liberta » è un movimento rivoluzionario ma noi non annunziamo cataclismi, né esigiamo insurrezioni a data fissa. Intendiamo penetrare nel cuore del nostro popolo, scuoterlo, animarlo. Vogliamo che l'atmosfera di panico gradatamente si muti ; che subentri alla disperazione la fiducia, che il mormorio diventi azione, che il

Marcel Chartrain fut le gérant de seize journaux parmi lesquels dix émanant de l'émigration italienne.

Il faudrait également citer dans ce type de documents les publications favorables (parfois avec des nuances) au régime mussolinien telles que la *Nuova Italia* ou *Tribuna di Italia*. Mais la presse ne constitue pas la seule source imprimée à partir de laquelle on peut reconstruire la physiologie variée de l'émigration italienne ; les brochures, les livres constituent également des sources de premier ordre. A partir des fichiers alphabétiques et matières² de la BDIC, c'est par dizaines qu'on peut recenser de tels documents où figurent parmi d'autres les noms d'Angelica Balabanova, Camillo Berneri, Luigi Campolongo, Emilio Lussu, Pietro Nenni, Fausto Nitti, Carlo et Nello Rosselli, Gaetano Salvemini, Carlo Sforza, Ignazio Silone, Luigi Sturzo, Angelo Tasca, Palmiro Togliatti, Silvio Trentin, Claudio Treves. Parmi ces livres figurent des raretés, presque des *unicats*, comme le livre de Bruno Rizzi, *La bureaucratisation du monde* publié à compte d'auteur à quelques centaines d'exemplaires à la veille de la Seconde guerre mondiale et devenu quasiment introuvable.

Divers fonds entrés à la BDIC ces dernières années ont encore enrichi cet ensemble : à partir des archives provenant d'une active militante antifasciste de l'entre-deux-guerres, Gabrielle Duchene (1870-1954), il est possible de consulter divers dossiers relatifs aux émigrations politiques et notamment italienne dans les années 1925-35 ; un dossier complet est consacré aux répercussions provoquées par la guerre d'Éthiopie en France et montre, en liaison évidemment avec l'émigration italienne, les diverses prises de position causées par cet épisode en France. Grâce à la grande générosité de Lidia Campolongo, une partie très importante des archives de son père a été remise à la BDIC (plusieurs centaines de livres, brochures, journaux rares) où elles complètent de façon particulièrement harmonieuse le reste des archives familiales déposées à l'Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia ; des échanges de photocopies de documents et de listes des divers fonds ont d'ailleurs eu lieu entre ces deux institutions, montrant ainsi dans la pratique comment une fructueuse collaboration franco-italienne pouvait s'instaurer. Enfin, et toujours grâce à l'immense disponibilité de Lidia Campolongo, il a été possible à la BDIC d'obtenir, en juin 1982, un fonds de 130 livres et brochures donnés par Atea Rafuzzi, fille d'un socialiste italien. On y trouve des publications très rares telles que plusieurs années de *L'Almanacco socialista* (publié à partir de 1933 par le Parti socialiste italien en exil), ainsi qu'un dossier abondant de la L.I.D.U. qui vient compléter le fonds Campolongo.

C'est grâce à la politique originale en matière d'acquisition qui fut toujours la sienne, que la BDIC a pu accumuler de telles richesses. En entrant en contact et en gagnant la sympathie des milieux émigrés, la BDIC put — et peut encore actuellement — susciter les dons de bien des documents qu'elle n'aurait probablement pas pu obtenir par des moyens plus traditionnels. La recherche obstinée de la petite brochure, du journal publié irrégulièrement aux marges de la légalité ou dans la clandestinité la plus complète, de la petite feuille, du tract par définition éphémère et diffusé à l'occasion d'un événement marquant, fut toujours une particularité de cette bibliothèque « pas comme les autres » qu'est la BDIC. C'est ce qui souvent la différencie de bien des bibliothèques, tant par ces méthodes d'acquisition que par le catalogue extrêmement minutieux de ce type de documents. Si on peut toujours espérer retrouver, à la Bibliothèque nationale ou dans une autre grande bibliothèque un livre publié chez un éditeur « traditionnel », il n'en est pas de même pour une publication tirée



à un nombre réduit d'exemplaires, généralement diffusé par le canal militant dans un milieu perpétuellement menacé par la police et contraint à des conditions de vie généralement précaires et changeantes. Cela est particulièrement le cas pour les publications périodiques à parution souvent irrégulière, et c'est ce qui explique leur caractère souvent lacunaire. Bien des collections possédées par la BDIC n'échappent pas à cette loi du genre et il est parfois très difficile de reconstituer une collection complète d'un journal : certains numéros manquants sont quasiment introuvables.

Une telle situation rend d'autant plus justifiée et nécessaire une étroite collaboration entre la BDIC et le CEDEI. Tout ce qui vient d'être dit montre l'importance du fonds de la BDIC : il convient donc de le renforcer par de « nouvelles trouvailles » que pourra susciter le CEDEI qui, lui, n'a pas pour objectif de recueillir des fonds. Par les contacts qu'il saura organiser au sein de l'émigration italienne, le CEDEI devrait contribuer à l'enrichissement d'un fonds de première grandeur — sans oublier néanmoins que d'autres fonds existent en France, notamment aux Archives Nationales et dans le réseau des Archives départementales. Il y a là les bases d'une collaboration souhaitable et nécessaire à l'étude d'un aspect important de la vie sociale et culturelle de ces deux pays que sont l'Italie et la France.

Michel Dreyfus
Ingénieur CNRS
Bruno Van Dooren
Conservateur BDIC

1. Cf. sa biographie dans le tome 22 du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français publié sous la direction de Jean Maitron.

2. Cf. en particulier le fichier national par pays : Italie 6. Politique intérieure, opposition, ainsi que France 6. Politique intérieure, étrangers.

Un entretien avec Lidia Campolonghi

Lidia Campolonghi est la fille de Luigi Campolonghi et d'Ernesta Cassola. Elle a fait don à la BDIC de nombreux documents rares et précieux (archives privées, journaux, livres et brochures) relatifs à son père, à la Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo (LIDU) et à l'ensemble de l'émigration antifasciste en France.

Elle nous a reçus avec une extrême gentillesse chez elle, à Paris, pour ce témoignage. Qu'elle trouve ici tous nos remerciements.

Luigi Campolonghi est né à Pontremoli (Toscane), le 14 août 1876, de parents commerçants et agriculteurs. Il perd son père à l'âge de 13 ans. Boursier, il fait ses études secondaires à Parme au Collège Maria Luigia, puis des études supérieures de Droit à l'Université de Parme.

Il y rencontre le syndicaliste De Ambris auquel il restera toujours lié, malgré de nombreux désaccords politiques.

Il adhère au Parti Socialiste Italien à vingt ans. Déjà arrêté en 1896 à la suite d'une manifestation : la crise sociale italienne de mai 1898 et les mesures répressives du gouvernement Di Rudini le contraignent à l'exil. Il figure parmi les principaux fondateurs de la section italienne du PSI à Marseille ; en 1901, des ouvriers italiens déclenchent des grèves qui provoquent son expulsion et son retour en Italie où il ne restera que sept ans.

En 1903, il quitte le PSI qu'il ne rejoint que pendant son second exil en 1925.

Installé d'abord à Savone, il y épouse Ernesta Cassola, fille de Carlo Cassola et sœur du socialiste italien Garzia Cassola. Il gagne peu après Gênes, puis Florence où il dirige *Il Nuovo giornale* et fonde ensuite *Il Popolo*.

Deux enfants naissent en Italie, Leonida en 1902, Lidia en 1907. En 1910, il est envoyé à Paris comme correspondant des journaux *Il Secolo* de Milan, et *Il Messaggero* de Rome.

Dès 1920, il s'occupe activement de la fondation de la Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo (L.I.D.U., 1923) avec sa femme Ernesta Cassola, A. De Ambris, A. Natoli, F. Bosso et Ricciotti Garibaldi.

Il écrit dans de nombreux journaux français et régulièrement dans les *Cahiers des droits de l'homme*. Sa collaboration au *Secolo* et au *Messaggero* cesse en 1923.

La même année, il quitte Paris et loue le château de Douazan, près de Nérac (Lot-et-Garonne), qui devient le centre de l'émigration antifasciste.

En 1931, il s'installe à Pérouges (Ain) et en 1936 à Montgaillard (Lot-et-Garonne).

Pour la LIDU et dans le cadre de la Ligue Française des Droits de l'Homme, Campolonghi sillonne la France et l'étranger - quatre voyages en Tunisie entre 1931 et 1940, cinq séjours en Espagne pendant la guerre civile.

Victime le 7 avril 1940 d'une crise d'hémiplégie à Paris, il revient à Montgaillard peu après, séjourne en décembre à Marseille d'où il espère gagner les États-Unis avec sa femme.

En juillet 1943, il apprend la chute de Mussolini et décide aussitôt de rentrer en Italie. Emprisonné trois jours à Menton, il gagne Gênes, puis Settimo Vittone au nord

d'Ivrea (Piémont), le 26 août 1943. Il y mourut le 20 décembre 1944.

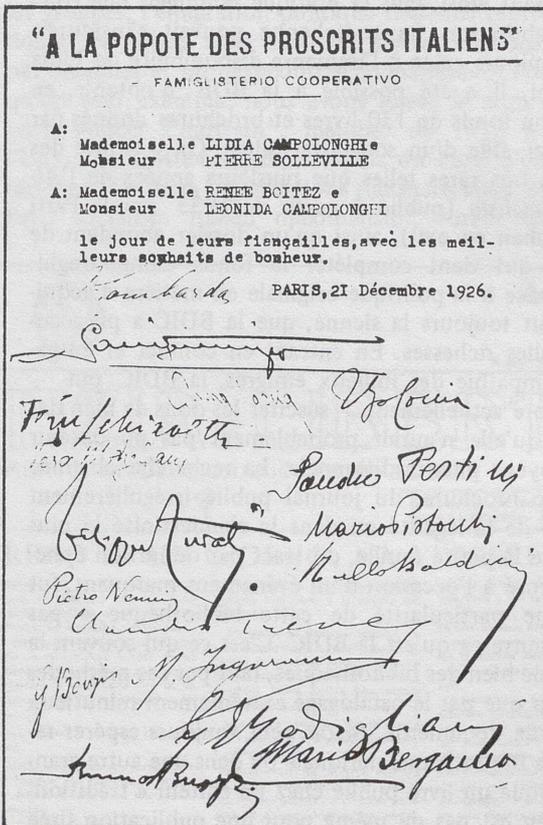
Luigi Campolonghi a collaboré à plus d'une vingtaine de journaux français et italiens, en a fondé cinq : *La Terra*, Parme, 1896-1897, avec De Ambris ; *Il Nuovo Giornale*, Florence, 1906-1907 ; *Il Popolo*, Florence, 1907 ; *Don Quichotte*, Paris, 1920 ; *La Voce d'Italia*, Paris, 1920-1922, et a participé en 1937 à la fondation de *La Voce degli Italiani*.

Il a écrit un ouvrage sur l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer y Guardia qu'il connut à Barcelone en 1907 (*L'Assassinio di Francisco Ferrer y Guardia*, Genova : Palagi (s.d.), et la biographie de son ami Amilcare Cipriani, communiste italien (*Amilcare Cipriani : una vita di avventure eroiche*, Milano : Societa editoriale italiana, 1912).

Il est aussi l'auteur de *Nella tormenta : diario di un giornalista durante la guerra*, Milano : Societa editoriale editrice, 1917 ; *Avec l'Italie ? Oui. Avance le fascisme ? Non.*, Paris : Ligue des Droits de l'Homme, 1930 ; *Una Cittadina italiana fra l'80 e il 900 : cronache di ieri e oggi*, (s.l.) : (s.n.), 1935 pour la première édition et Milano : Avanti, 1962 pour la seconde édition.

Q.- Par son engagement politique et syndical, Luigi Campolonghi, émigré en France, est inquiet des rapports existant entre les Français et la communauté italienne ?

R.- Effectivement, il évoquait souvent les événements sanglants d'Aigues Mortes de 1893¹. Il s'employait à une plus grande solidarité entre ouvriers français et italiens. Il voulait que les émigrés en prennent conscience. Par exem-



« Livre d'or » des fiançailles de Lidia Campolonghi Paris, déc. 1926. Quelques signatures célèbres



A partir de la droite au premier plan : L. Campolonghi (2e), L. Bissolatti (4e), et A. Thomas (5e).

ple, il grondait mon frère Léonida de ne pas être suffisamment à gauche ! Déjà en 1910, mon frère avait huit ans, il lui écrivait : « Les Français sont des gens gentils et orgueilleux ; ils aiment bien les Italiens, mais un peu comme le riche aime le pauvre (...) les enfants d'ici t'insulteront quelquefois, en t'appelant « sale Italien » et « macaroni » (...) s'ils sont plus grands que toi, tu les frapperas, quand même tu devrais te faire battre. »

C'était un peu l'esprit « garibaldien » que mon père tenait à perpétuer...

Q. — Patriote italien mais tout autant socialiste... Il a rencontré Jaurès ?

R. — Oui, il était patriote et socialiste, cela n'allait pas toujours de soi dans les milieux socialistes internationalistes.

Je pense que c'est au retour du Congrès socialiste de Rome de 1900 que Jaurès a invité mon père à prendre la parole au cours d'un meeting. Mon père ne s'exprimait pas encore bien en français et il n'a pas voulu intervenir, Jaurès a parlé à sa place. Mon père répétait par la suite qu'il n'avait jamais prononcé un aussi beau discours...

En 1910, c'est Jaurès qui a fait lever l'arrêté d'expulsion qui avait frappé mon père quelques années auparavant. Il avait une solide admiration et un grand respect pour Jaurès.

Q. — Au début de son livre, Nella tormenta..., il raconte qu'il a vu Jaurès, mort dans les bras de Renaudel, juste après l'attentat ?

R. — C'est un « journal » qu'il a écrit pendant la guerre. Il raconte cela en effet... et je ne sais pas si c'est pour cette raison qu'il a toujours éprouvé beaucoup de sympathie pour Renaudel.

Q. — Revenons à son expulsion de France à la suite des grèves, en 1901.

R. — Il s'agissait de grèves provoquées par des Italiens. Curieusement, mon père était souvent appelé par les autorités françaises elles-mêmes, lorsqu'il y avait des difficultés entre Français et Italiens dans la banlieue de Marseille et de Toulon. C'était un « bouillant » à l'esprit pacificateur. Mais là, à Marseille, on a trouvé qu'il « gênait » : les policiers français, en le raccompagnant à la frontière, lui auraient déclaré qu'il avait déclenché ces conflits pour favoriser le port de Gênes...

Q. — De retour en Italie, il travaille dans un journal ?

R. — Le PSI lui confie la direction du journal *La Lima* et le secrétariat de la Bourse du Travail de Savone. Mais ce n'était pas un homme de Parti. Il n'a jamais été professeur, ni député et a toujours refusé des fonctions officielles dans un parti.

Il quittera le PSI en 1903, je crois, mais il gardera toujours un engagement socialiste bien évidemment. Il restait très proche des idées de son beau-frère Bissolatti², alors député. Pendant la guerre, Bissolatti partit pour le front et « Campo » — c'est comme cela qu'on l'appelait — réformé, aurait voulu le suivre. Une lettre de Bissolatti l'en dissuada. Il lui écrivit qu'il servirait mieux son pays comme journaliste dans ce poste difficile et délicat de correspondant, où personne ne pourrait le remplacer.

Je crois qu'il en a toujours été affecté. Car il aimait s'engager... il s'était battu en duel en 1911 pour montrer que les Italiens n'étaient pas des « lâches » !

Q. — Vous dites qu'il a quitté le Parti socialiste en 1903, mais il a repris sa carte en 1925, à Paris ?

R. — Cette interruption s'explique par ce que je vous disais : il n'était pas à l'aise dans un parti. On a voulu donner de lui une image trop systématique.

Dans son premier testament de 1909, il écrivit : « J'ai servi — depuis ma plus tendre jeunesse — la cause du socialisme, car le socialisme est la foi de nos jours ; mais je fus

1. A Aigues-Mortes les 5 et 6 août 1893, désignés comme responsables des bas salaires et du manque de travail, des ouvriers italiens sont pourchassés par la foule. Plusieurs furent tués ou blessés.

2. Leonida BISSOLATTI (1857-1920). Socialiste italien, député de 1897 jusqu'à sa mort. Directeur de *L'Avanti !* de 1896 à 1904. En mars 1911, il est le premier socialiste à accepter de rencontrer le roi Victor Emmanuel III, mais refuse le portefeuille qui lui est proposé dans le nouveau cabinet Giolitti. La même année, il se montre ouvertement favorable à l'intervention italienne en Libye. Avec d'autres socialistes réformistes, il est exclu du PSI au Congrès de Reggio Emilia en 1912, à l'instigation de B. Mussolini. Volontaire au front, il est blessé et décoré. Ministre en juin 1916, il démissionne en décembre 1918. Il tente d'expliquer cette démission le 11 janvier 1919 dans un discours à la Scala de Milan. Il y déclare que l'Italie a eu tort de se cramponner au Traité de Londres (1915) dont les exigences (Dalmatie, frontière du Brenner, Istrie) dressent les Alliés contre l'Italie.

3. Elle fut créée à Paris en avril 1927.

toujours et demeure un anarchiste (...) Je fus et demeure anarchiste, parce que j'espère que, à travers de nouvelles et toujours meilleures formes de la société, l'homme retrouvera sa propre individualité entièrement libre ».

Je veux lui rendre sa vraie dimension, il était éclectique mais pas « dilettante ». Il fréquentait des hommes politiques et des hommes de lettres.

En 1914, Malaparte — qui s'appelait Suckert — arriva à Paris pour s'engager : il voulait combattre à tout prix ! Mon père lui témoigna alors beaucoup de sympathie. Ma mère, au contraire, avait compris, par les discours qu'il tenait, qu'il n'appartenait pas à la gauche. Elle avait interdit à mon père de le « ramener à la maison » : « Tu le verras où tu voudras, mais pas ici !... »

Q.— Il est d'ailleurs étonnant de le voir témoigner en faveur de Malaparte avec De Ambris, lors de l'affaire Bonservizi ?

R.— Mon père avait toujours envie de se tourner vers le vaincu, vers la victime. En l'occurrence, Malaparte était soupçonné par *Le Quotidien* d'être mêlé à l'assassinat de Bonservizi, secrétaire du Fascio de Paris. Je ne sais pas, peut-être était-il un peu fasciné par Malaparte, il l'avait connu quand celui-ci était très jeune, très passionné.

Q.— Vous disiez qu'il avait connu des hommes de lettres, il écrivait lui-même et se passionnait pour la peinture, la musique ?

R.— Lors de son premier exil il avait rencontré Mistral, il fréquentait De Amicis, Ungaretti. Oui, il a écrit des poèmes, un recueil de nouvelles, *La Zattera*, un drame *Le Semeur* qui fut joué à Florence et à Naples. Il y est question d'un noble, socialiste et syndicaliste que sa famille abandonne à cause de ses idées... J'ignore si c'était très bon mais Jaurès et Renaudel avaient décidé de le publier en feuilleton dans *L'Humanité* ; cela n'a pas été possible avec la guerre.

Il avait loué une maison en 1922 à Athis-Mons pour y écrire un roman, car avec l'arrivée au pouvoir des fascistes, il avait pensé qu'il ne pourrait plus gagner sa vie comme journaliste.

Il était aussi critique d'art ; il a même donné des conférences au Louvre, sur la peinture flamande et italienne.

Nous écoutions beaucoup de musique. A Nérac, il avait fondé l'« Association des concerts franco-italiens du Sud-Ouest » !

Q.— Mais il travaillait au rapprochement des deux communautés franco-italiennes, surtout par sa profession de journaliste ?

R.— Il a fondé des journaux en Italie, puis en France, mais il a constamment écrit dans la presse française : *L'Oeuvre*, *Le Progrès de Lyon*, *La Dépêche de Toulouse*, *Le Petit Provençal* et longtemps, de 1931 à 1940, dans le *Populaire de Nantes*, grâce à son ami le « ligueur » Gaston Veil.

Q.— Gaston Veil de la Ligue Française des Droits de l'Homme, Campolonghi travaillait étroitement avec la Ligue française ?

R.— La Ligue française, avec Aline Ménard Dorian, a « parainé » la Ligue italienne. C'est avec Madame Ménard Dorian, vice-présidente de la Ligue française, que mes parents, De Ambris, A. Natoli, F. Bosso et d'autres fondèrent la L.I.D.U. On y retrouvait des anarchistes, des républicains, des socialistes de toutes tendances et des libéraux.

Q. Votre mère a joué un rôle fondamental dans la création de la Ligue italienne ?

R.— Oui, elle était très cultivée, très politisée. Elle avait écrit un article que mon père avait publié, il s'appelait *Féminisme et socialisme*. Elle s'est consacrée à la Ligue, après la seconde guerre mondiale, jusqu'en 1962. La Ligue s'occupait en particulier de la communauté italienne de Tunis à ce moment-là.

Q.— La première carte de la L.I.D.U. est datée de 1926-1927, elle est signée par la présidente Ernesta Campolonghi et porte en sous-titre : « Délégation pour la France ».

R.— Il s'agit d'une date « officielle » ; en réalité, la L.I.D.U. fut représentée pour la première fois au Congrès international des Ligues à Paris en novembre 1923 par Aurelio Natoli et Ricciotti Garibaldi. La Ligue française et la L.I.D.U. organisaient ensemble de multiples manifestations en France et notamment à Nérac qui constituait un point de rencontre des émigrés antifascistes. Victor Basch déclarait que « la vraie Italie, c'était les émigrés politiques » ; Douazan montrait un peu l'exemple. En novembre 1926, la « Concentrazione antifascista » y fut élaborée. On y retrouvait De Ambris, Modigliani, Nenni, Baldini, Natoli, des représentants des divers courants du socialisme (avec le PSLI et le PSI), le Parti républicain avec Giuseppe Chiosseri, la « Confederazione generale del lavoro » avec Buozzi et bien sûr la L.I.D.U. qui en avait pris l'initiative. D'ailleurs, le siège de la « Concentrazione » et de son journal, *La Libertà*, était celui de la L.I.D.U. au 103 faubourg Saint-Denis.

Q.— Les « populaires », catholiques, les libéraux et les communistes en sont absents.

R.— Certes, mais mon père n'était pas sectaire... A l'arrivée de Don Sturzo à Paris, il l'avait présenté à Madame Ménard Dorian qui avait accepté de le recevoir à la condition qu'il ne vienne pas en soutane... Quant aux libéraux, les ligueurs italiens entretenaient des rapports très amicaux avec Saverio Nitti.

Mon père n'était pas non plus anti-communiste, je peux en témoigner. En 1925, la L.I.D.U. était intervenue auprès de la Ligue française pour protester contre les expulsions frappant les communistes italiens. En 1937, mon père a activement participé à la fondation du journal de l'Union populaire, *La Voce degli Italiani*. En 1934, les communistes rejoignent la L.I.D.U. qu'ils quittent à la signature du Pacte germano-soviétique. Mon père écrivit alors dans son journal que la Ligue devait se séparer d'eux ; mais il avouait préférer — même s'il estimait qu'ils avaient tort — ceux qui quittaient la Ligue pour demeurer fidèles à leur parti. Leo Valiani qu'il appréciait beaucoup, fit ce choix.

Campolonghi recherchait l'unité de tous les hommes de gauche, peut-être a-t-il rejoint le PSI en 1925 dans la perspective d'une réunion de tous les socialistes, qui se fera à Paris en 1930.

D'autre part, en 1920 il avait assisté au Congrès de Tours et il en était revenu profondément découragé.

Q.— En revanche, il condamnait vigoureusement le pacifisme.

R.— Après la publication de son livre *Avec l'Italie ? Oui. Avec le fascisme ? Non* (1930), des hommes de droite mais aussi des pacifistes de gauche le prirent à parti. Cette question provoqua de sérieux désaccords entre socialistes italiens et français. La Conférence de Stresa opposa la Ligue italienne à la Ligue française. L'agression fasciste en Ethiopie lui donna raison ; c'est à ce moment-là du reste, avec le Congrès de Bruxelles en octobre, que Campolonghi travailla pour un rapprochement avec les communistes.

De la même façon, il réclama l'intervention en Espagne

où il fit de nombreux séjours pendant la guerre civile.

Il avait eu une furieuse algarade avec le pacifiste « intégral » Félicien Challaye qu'on appelait le pacifiste « bélant »...

Je crois que le secrétariat de la Ligue française s'arrangeait pour ne pas les inviter ensemble lors des manifestations... Les ligues se présentaient divisées sur la question du fascisme. Mon père, fermement convaincu que le fascisme ne constituait pas un phénomène italien mais international, réfutait les thèses des socialistes français qui se limitaient à l'Italie.

Q.— Sa détermination à combattre le fascisme en faisait un adversaire de choix pour Mussolini.

R.— Mussolini et mon père se connurent au PSI et Mussolini, après la prise du pouvoir, aurait voulu que Campolonghi continue d'écrire pour son compte, comme critique d'art et de littérature dans les journaux qui dépendaient de lui, alors... « Campo » a refusé, il a démissionné du *Secolo* et du *Messaggero*.

Les fascistes cherchaient par tous les moyens à neutraliser le travail de la Ligue qui accueillait les nouveaux émigrés et qui intervenait auprès des autorités françaises pour empêcher les expulsions.

Lors de l'affaire Matteotti, Mussolini alla jusqu'à accuser les émigrés italiens, dont mon père bien sûr, d'avoir commandité cet assassinat ! Dans l'affaire des « Corsaires de la mort » également (la mise à sac du siège du Fascio à Paris), mon père et De Ambris furent désignés comme responsables...

Il semblerait même qu'il ait échappé à un attentat en 1940, à Tunis, mais ce n'est pas certain.



Dax 1921 : Campolonghi et Poccardi.

Q.— Il a tout de même connu la satisfaction d'apprendre l'arrestation de Mussolini en juillet 43 ?

R.— Oui, mais sa joie a été un peu estompée par sa maladie.. Il ne se remit jamais complètement ; pourtant, dès août 1943, il décida de rentrer enfin en Italie avec ma mère, malgré les risques qu'il encourait. A Menton, il fut même retenu en prison pendant trois jours et réussit quand même à gagner Ivrea. Réfugié clandestin à Settimo Vittone, il y mourut en décembre 1944. Entre le mois d'août 1943 et le mois de juin 1945, nous sommes restés sans nouvelles de mes parents, Saragat nous a appris sa mort peu après la libération de l'Italie.

Propos recueillis par Bruno Van Dooren
février 1984.

Le Centre d'Études et de Documentation sur l'Émigration Italienne (C.E.D.E.I.)

Le samedi 3 décembre 1983 s'est tenue à la Maison d'Italie (7, boulevard Jourdan, 75014 Paris), l'Assemblée générale constitutive du Centre d'Études et de Documentation sur l'émigration italienne (C.E.D.E.I.). Une assemblée nombreuse d'une centaine de personnes (anciens émigrés antifascistes, représentants d'associations d'Italiens émigrés en France, chercheurs universitaires de Paris et de province) était présente lors de cette importante manifestation.

Dans un premier rapport, Pierre Milza exposa les circonstances qui expliquent la création du CEDEI. A l'occasion du colloque Piero Gobetti qui s'était tenu en février 1983, également à la Maison d'Italie, avait été évoqué par divers participants, le souhait d'organiser de la façon la plus large possible une collecte des sources sur l'émigration italienne (archives écrites, documents imprimés et iconographiques, témoignages oraux, etc.). Un rapport sur le problème des fonds français relatifs aux sources de l'émigration italienne avait d'ailleurs été présenté. Aussi, à partir d'avril 1983, se constitua un petit groupe de travail qui lança l'idée de créer un Centre d'études et de documentation sur l'émigration italienne. Diverses institutions étaient représentées au sein de ce groupe : la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de Nanterre, le Centre Studi Piero Gobetti (Turin), l'École des Hautes études en sciences sociales, l'Institut culturel italien, la Maison d'Italie, la Maison des Sciences de l'Hom-

me. Ce simple énoncé montre bien qu'il s'agit d'une initiative franco-italienne, indispensable étant donné le domaine de la recherche.

Désireux de promouvoir les recherches sur l'émigration italienne en France, le CEDEI est prêt à coopérer avec toutes les associations franco-italiennes, notamment d'émigrés — auxquelles il ne saurait en aucun cas se substituer car son but est la recherche historique et non pas l'organisation des émigrés. Si son travail se fait d'abord sur la période de l'entre-deux guerres, il ne s'interdit nullement de remonter avant 1914 ou d'explorer après 1945. Il s'intéresse prioritairement à l'émigration politique sans négliger pour autant l'émigration économique et sociale.

Après ce rappel des conditions de travail du CEDEI, il faut maintenant exposer les buts de cet organisme :

— quête des sources, des documents écrits et imprimés et des témoignages oraux ;

— recherche, notamment mais pas exclusivement dans un cadre universitaire, sur tous les aspects de l'émigration italienne en France en privilégiant certaines régions ;

— organisation de manifestations diverses : colloques, tables rondes, séminaires, entrevues, films, rencontres, etc.

L'ampleur de ces buts s'explique par l'importance du domaine étudié. L'émigration italienne en France est en effet un phénomène de très grande ampleur. En chiffres relatifs, la France est le premier pays d'émigration italienne.

Il semblerait que le nombre d'Italiens arrivés en France depuis 1870 soit de trois millions. Diverses études ponctuelles existent déjà sur cette question mais jusqu'à présent, aucune équipe, aucun groupe ne s'est efforcé de coordonner les travaux menés en France en ce domaine.

Le programme scientifique du CEDEI découle donc tout naturellement de ce qui vient d'être dit et comporte plus précisément les points suivants pour l'année à venir :

– Mise en chantier d'une bibliographie aussi complète que possible des travaux, publiés ou non, relatifs à l'émigration italienne de 1860 à 1960.

– Mise en chantier d'un répertoire descriptif des sources relatives à l'émigration italienne : presse, publications imprimées diverses, archives écrites, iconographiques, etc.

– Collecte de tout matériel documentaire (documents divers, correspondance, photos, etc.).

– Recueil systématique de témoignages oraux d'émigrés italiens sous forme d'interviews. En raison de l'âge de certains antifascistes, ce travail doit être entrepris dans les plus brefs délais.

A moyen terme on peut envisager la tenue d'un colloque qui pourrait porter sur les deux sujets suivants :

– Silvio Trentin et la France,

– Les premières années de l'émigration antifasciste en France : 1914-1926.

Un tel programme ne sera possible qu'à ces deux conditions :

– la démultiplication des tâches. Il serait aussi illusoire que faux de penser que tout peut se faire « de Paris ». Bien au contraire, une des tâches prioritaires est, dès maintenant, de mettre en place un réseau de chercheurs, plus particulièrement dans les régions de forte émigration italienne. Les premiers contacts pris laissent envisager les meilleurs résultats et des liens ont déjà été tissés avec le Sud-Est, le Sud-Ouest, la région Rhône-Alpes et la région lyonnaise, le Nord Pas-de-Calais et la région Lorraine ;

– une aide financière qui permettra de faire travailler des vacataires d'un bon niveau ainsi que des collaborateurs techniques aux diverses tâches que ce programme implique. Des démarches entreprises par des membres du Bureau du CEDEI laissent envisager divers soutiens.

Dans un second rapport, Alberto Cabella explique quelles sont les raisons d'une association. Elle n'est pas seulement destinée à réaliser un travail universitaire, mais doit aussi toucher les couches populaires et faire des émigrants les acteurs de cette vaste enquête. Il faut en effet reconstituer le réseau de l'antifascisme italien en France

et pour cela, nouer des contacts sur tout le territoire français. Avec des universitaires mais aussi avec des personnes qui ont vécu l'émigration et pas seulement les plus âgées mais aussi celles de la seconde et de la troisième génération. Les jeunes, en particulier, peuvent être un lien important entre les anciennes générations et les chercheurs du CEDEI, et par cette activité, contribuer à retrouver leur identité culturelle, la problématique qu'elle pose. La collaboration des jeunes est donc nécessaire pour recueillir de nombreux documents encore dispersés.

Il sera également nécessaire de faire connaître les activités du CEDEI, ce qui pose le problème de la création d'un *Bulletin* qui jouera le rôle de lien entre tous ses membres ainsi qu'avec les associations, institutions qui désirent travailler avec lui.

L'axe central du CEDEI est actuellement son Bureau. Mais il est fondamental pour lui de se lier aux institutions importantes concernées par l'émigration italienne. A ce bureau qui a toujours été ouvert à d'autres personnes désireuses de travailler avec lui, s'adjoindra un Comité des consultants composé :

– de ceux qui font l'enquête : universitaires, jeunes chercheurs, institutions de recherche ;

– de ceux qui sont concernés par elle : associations, instituts, institutions, fondations, organisations diverses intéressées par les activités du CEDEI.

A ce Comité ont déjà adhéré : le Centro Studi Piero Gobetti, l'Istituto socialista di studi storici (M. Vallauri), l'Istituto nazionale per la storia del movimento di Liberazione in Italia (M. Quazza), la Fondazione Feltrinelli de Milan (M. Sapelli) et la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre.

Certaines personnalités éminentes ont accepté d'être membres d'honneur du CEDEI. Citons d'abord Sandro Pertini qui a bien voulu recevoir à Rome une délégation du Bureau du CEDEI. Lors de la réunion du 3 décembre, Pierre Milza remit à Lidia Campolongo, sous les applaudissements de la foule, une carte de membre d'honneur. A ce jour, le CEDEI compte près d'une centaine d'adhésions individuelles.

Le Bureau du CEDEI

Bureau du CEDEI : Président : Pierre Milza ; vice-présidents : Alberto Cabella, Robert Paris ; trésorier : Aïdo Vitale ; secrétaire général : Michel Dreyfus.

Pour toute correspondance : C.E.D.E.I., c/o Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, 75007 Paris.
Tél. : 222.12.78.

L'institut culturel italien de Paris

Bien que ce ne soit pas toujours le cas, la fonction d'un Institut culturel est de produire de la culture.

Nous nous souvenons tous avec émotion de la définition de la fonction d'une bibliothèque telle qu'elle était gravée sur la porte centrale de la Bibliothèque d'Alexandrie d'Égypte : « Ici les morts ouvrent les yeux aux vivants ». Les yeux ouverts vers soi-même et vers les autres, tel devrait être le but de toute institution culturelle.

Jusqu'en 1978, les Instituts culturels italiens à l'étranger avaient pour principale fonction d'aider les étudiants à l'étranger et aussi de servir de « vitrine » nationale, de Bureau culturel de l'ambassade, de centre d'organisation des cours et de manifestations artistiques dans un style traditionnel (conférences, concerts, fêtes, etc.). Depuis cette date, le modèle a changé même si dans plusieurs pays (aux États-Unis, par exemple) les vieilles structures persis-

tent, courant le risque de se voir dépassées par les changements du temps qui, de plus en plus, internationalisent l'information et les échanges.

Le nouveau modèle défini par une circulaire ministérielle de 1978, demande aux Instituts culturels de devenir un instrument de confrontation entre la culture nationale, ses aspects multiformes, et la culture du pays où l'Institut développe son activité. Lieu de rencontre de civilisations différentes, lieu de recherche commune pour mieux se connaître et se comprendre, l'Institut culturel peut également impulser des projets communs dans les secteurs les plus variés, de la science à la littérature, des problématiques sociales aux problématiques philosophiques, etc. Ainsi la réflexion n'est plus repliée sur la civilisation italienne mais bien au contraire elle se tourne vers la culture du pays étranger. Pour prendre un exemple, les cours de langue pourront être organisés par l'Institut culturel quand ils ne seront pas pris en charge par d'autres associations ; cette prise en charge témoignera bien plus d'une présence culturelle que d'une action de propagande, ce qui est particulièrement le cas pour des langues qui, comme l'italien et contrairement à l'anglais, ne présentent pas un intérêt primordial d'un point de vue utilitaire. Mais cette présence culturelle devient particulièrement intéressante lorsque le patrimoine du pays — qu'il soit présent ou passé — est important et significatif.

Ce nouveau modèle d'Institut a trouvé à Paris un essor des plus convaincants grâce à son directeur, M. Caruso ; grâce aussi à l'existence d'un terrain favorable à la collaboration dans un pays — la France — où les Italiens représentent la communauté étrangère la plus importante de celles qui s'y sont intégrées depuis un siècle. Une collaboration qui se renouvelle chaque fois que l'Institut culturel italien organise des séminaires, des colloques, des tables rondes avec des institutions universitaires ou spécialisées, des associations publiques ou privées parmi lesquelles le Centre Pompidou. C'est chaque fois l'occasion de faire connaître des tendances nouvelles de la culture italienne actuelle, des recherches en cours en histoire sociale ou dans le domaine de technologies de pointe en Italie. Ce ne sont ici que quelques exemples. Il en va de même lorsqu'est organisé un cycle d'expositions et de tables rondes sur une ville ou une région italienne — en 1983 ce fut le cas pour Naples à l'occasion de la grande exposition sur la peinture baroque au Grand Palais : cette manifestation est conçue avec des experts français parce que le patrimoine d'une nation est aussi un patrimoine européen et universel.

En plus de ces manifestations existe toute une série de services culturels permanents. J'en citerai trois :

- un service de renseignements et d'information sur les manifestations culturelles organisées en Italie par les villes et les régions aussi bien que par les institutions culturelles existantes. Ce service est surtout destiné aux étudiants qui veulent se rendre en Italie pour suivre des études et des cycles de cours ;
 - un service de presse et de documentation qui dispose de plusieurs dizaines de dossiers sur les principaux problèmes de la société italienne. Ces dossiers sont utilisés par des étudiants qui doivent préparer des exposés ou qui font des recherches spécialisées ;
 - des cours de langue et de conversation ; des cours par correspondance pour ceux qui se trouvent en province et préparent des agrégations, etc. Des Instituts culturels italiens se trouvent en effet à Strasbourg, Grenoble, Marseille ; à Lille existe une antenne de l'Institut de Paris.
- L'Institut culturel italien de Paris se caractérise donc non seulement par ces services, ces manifestations et ces

recherches culturelles (qui seront sans doute bientôt soutenues par une importante revue franco-italienne), mais aussi par ses activités de rencontres, d'études et de documentation qui trouvent leur base dans la bibliothèque dirigée par M. Lombardi.

La Bibliothèque de l'Institut culturel italien est née lors de la fondation de l'Institut, il y a désormais trente ans. Placée dans une des grandes salles de l'Hôtel de Galiffet, elle constitue un important support aux activités de l'Institut tout en assurant en même temps un service d'informations générales pour tous ceux qui s'intéressent à la société contemporaine ainsi qu'à son histoire. Tout en gardant sa propre spécificité vis-à-vis des bibliothèques universitaires et de Faculté, la Bibliothèque de l'Institut constitue une bonne base de départ pour les étudiants d'italien qui, sans difficulté, peuvent y trouver de très bonnes collections de livres classiques ainsi que des ouvrages de critique littéraire ou d'histoire.

Les fonds (environ 20.000 volumes) couvrent surtout le domaine artistique et littéraire et offrent au public des ouvrages d'initiation ou d'étude (la plupart en italien), ainsi qu'une série d'usuels et d'outils bibliographiques que l'on s'efforce de mettre à jour.

Les catalogues comprennent un fichier auteur et un fichier matière, tous les deux actuellement en cours de reclassement selon les normes italiennes officielles de catalogage et les normes internationales de description bibliographique.

La section des périodiques possède environ cinquante titres de revues et cinq quotidiens, sans compter un grand nombre de collections anciennes, parfois très incomplètes, en cours de catalogage. Depuis quelques années sont constitués, à partir des quotidiens, plusieurs dossiers sur l'actualité italienne, notamment dans le domaine économique et social. Plusieurs revues font également l'objet d'un dépouillement systématique qui alimente un catalogue matière et complète ainsi le catalogue matière des monographies.

L'ouverture prochaine de deux nouveaux locaux en sous-sol donnera une nouvelle impulsion à l'activité de la bibliothèque en lui permettant l'élargissement à de nouveaux domaines et peut-être un développement plus régulier que celui qu'elle connaît actuellement en raison du manque chronique de personnel et de crédits.

Ce qu'elle possède sur l'émigration italienne se complète avec d'autres bibliothèques telles que celle de la Maison des Sciences de l'Homme ou la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre. Mais sans aucun doute, la fondation du CEDEI l'aidera à développer une importante documentation sur l'émigration italienne.

L'initiative du CEDEI, illustrée par ce numéro de *La Lettre* de l'Association des amis de la BDIC et du Musée, montre comment l'Institut se donne des buts d'ordre scientifique et moral en ouvrant un large débat avec les nouvelles générations des différentes émigrations italiennes qui s'interrogent sur leur véritable identité culturelle. C'est un exemple probant de cette recherche de production culturelle dont j'ai parlé au début de cet article : chercheurs français et italiens sont en train de travailler ensemble à une vaste enquête qui nous engage tous pour plusieurs années.

Alberto Cabella

Professeur attaché à l'Institut Culturel Italien

Institut Culturel Italien, 50, rue de Varenne, 75007 Paris.
Tél. : 222.12.78.

D'autres fonds sur l'émigration antifasciste italienne à Paris

A côté des fonds très importants consultables à la BDIC, existent à Paris d'autres centres qui possèdent également une documentation fort intéressante sur l'émigration italienne, documentation dont l'exploitation permettra de mieux cerner divers aspects peu connus encore de cette émigration. Ceci pour la France surtout, mais il ne faut pas oublier que nombreux furent les antifascistes italiens à se réfugier en Suisse, en Belgique et au Luxembourg.

Rappelons ici quelques données historiques de cette émigration. Elle avait déjà derrière elle un important passé. Un grand nombre d'Italiens vinrent tenter leur chance en France, aux États-Unis et en Amérique latine avant la première guerre mondiale. L'arrivée de Mussolini au pouvoir prolongea ce phénomène tout en le modifiant. A partir de 1923 l'émigration italienne devint de plus en plus politique. Jusqu'en 1926 les opposants politiques purent s'exprimer — théoriquement au moins — de façon légale en Italie mais cette situation prit fin dans les derniers mois de cette année. Les départs vers l'étranger et d'abord la France se précipitèrent chez les opposants qui avaient pu échapper à la prison ou au bagne. La formation de la Concentration antifasciste à Paris le 29 mars 1927 coïncide bien évidemment avec ce tournant du régime mussolinien. Rassemblant le Parti socialiste italien maximaliste, le Parti socialiste unitaire des travailleurs italiens, le Parti républicain italien, la Confédération générale du travail et la Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU), la Concentration se donnait pour but « une alliance du prolétariat international et des partis démocratiques sincères et généreux pour une République démocratique des travailleurs italiens ». On ne s'étonnera pas de ne pas voir la signature du Parti communiste italien sur un tel document, même si au moment précis où il fut rédigé la participation de cette organisation à un tel rassemblement n'eût peut-être pas été impossible.

Rappelons également que depuis octobre 1922 le mouvement ouvrier italien était divisé en trois groupes principaux — et non pas deux comme dans la plupart des autres pays. On sait en effet qu'à son congrès de Rome (octobre 1922), le Parti socialiste italien se divisa en deux tronçons, relativement égaux numériquement jusqu'en 1930 : le Parti socialiste unitaire des travailleurs italiens (PSULI) adhéra à l'Internationale ouvrière socialiste dès la constitution de cette dernière en mai 1923 cependant que le Parti socialiste italien maximaliste fut membre d'un Bureau international des partis socialistes révolutionnaires, parfois connu sous le nom de « Bureau de Paris ». Le Parti communiste italien avait été fondé au congrès de Livourne en janvier 1921 et il ne faut pas oublier ici l'influence anarchiste toujours vivace dans les pays latins.

De par son orientation politique générale, sa sensibilité, l'immigration politique italienne antifasciste fut sou-vent liée avec les diverses composantes politiques et syndicales du mouvement ouvrier français, ce qui explique que le problème des sources relatives à cette émigration rejoint celles de l'histoire sociale française. On peut les caractériser ainsi : multiplication des centres de documentation, disper-



L'Appello del Recluso
Rivista trimestrale
dei Patronati -- Anno I - N. 1
GENNAIO - MARZO 1932

Una copia - Francia, fr. 1 - Belgio e Lussemburgo, fr. 2 - Svizzera, fr. 0,40 - Argentina, pesos 0,25 - Stati Uniti, doll. 0,10



Solidarietà proletaria per dare pane ai figli dei reclusi e forza proletaria per abbattere le ferrate delle prigioni.

sion des collections et des archives souvent lacunaires, difficulté fréquente de trouver les documents, nécessité enfin d'aller les chercher dans des endroits imprévus.

Ainsi il est évidemment nécessaire d'aller à la Bibliothèque Nationale. A l'annexe de Versailles¹ on pourra par exemple consulter *L'Avanti*, le journal du PSI maximaliste pour les années 1928-32. Mais il est moins facile de trouver *L'Unité ouvrière* (1924-31), journal de l'organisation française, sœur du PSI maximaliste, l'Union socialiste-communiste. Dans la région parisienne, la seule collection complète de cet organe semble se trouver à la Bibliothèque du mouvement social d'inspiration catholique, l'Action populaire à Vanves². L'Union socialiste-communiste, constituée par la fusion de deux dissidences successives du Parti Communiste, appartient à la même organisation internationale que le PSI maximaliste. L'aide apportée aux émigrés par les militants de l'USC ne saurait d'autant moins être minimisée que cette organisation, petite mais nullement négligeable, avait une très forte assise municipale dans la région parisienne et comptait dans ses rangs de nombreux conseillers généraux, municipaux, maires, etc. qui pouvaient intervenir efficacement vis-à-vis des antifascistes italiens en leur trouvant travail, logement, etc. Des rapports privilégiés existèrent d'ailleurs entre les deux organisations, les militants du PSI maximaliste pouvant adhérer à l'USC tout en conservant leur ancienneté militante.

Créé en 1977, le Centre d'information et d'études sur les migrations (CIEM)³ est une association régie par la loi de 1901 et fait partir de la Fédération des Centres d'études sur les migrations, laquelle comprend d'autres centres spécialisés sur ces questions dans divers pays. Les objectifs du CIEM sont triples :

- connaître et faire connaître l'étranger, ses aspirations, son apport à la société ;
- connaître et faire connaître l'image que la société française se fait de l'étranger ;
- connaître la face cachée de la société française révélée par la présence de l'étranger.

La bibliothèque du CIEM possède à l'heure actuelle plus de 2200 ouvrages, 1800 « documents divers », 250 revues et publications périodiques, et enfin les articles de plusieurs périodiques et quotidiens français parus depuis 1973 et concernant les questions d'immigration.

En plus d'une activité de documentation, le CIEM dispose pour atteindre ces objectifs de plusieurs activités : information et recherche ; édition et diffusion, enfin association et formation. Le service de documentation publie depuis 1977 un répertoire bibliographique annuel « Migrations ; le point sur la question », concernant les ouvrages parus, les colloques organisés et les thèmes soutenus.

Le domaine couvert par le CIEM concerne seulement une période récente même si on peut y trouver quelques documents plus anciens — notamment quelques périodiques parus durant l'entre-deux-guerres. Cependant le CIEM recouvre un domaine bien délimité qui concerne aussi l'émigration italienne sur laquelle ils constitue une riche documentation appelée encore à s'enrichir.

Les Archives nationales⁴ possèdent également une très riche documentation sur l'émigration italienne en France pour les années 1920-34 qui provient d'un versement fait par le Ministère de l'Intérieur et se constitue notamment de rapports de commissaires de police envoyés à la Direction des Renseignements généraux. L'activité des commissariats de police, en particulier aux postes frontières (Modane, Menton...) et dans les régions frontalières peut être ainsi suivie dans le détail. Mais tous les aspects de l'émigration italienne étaient également suivis avec soin dans les autres départements.

Que ressort-il de ces sources ?

— un intérêt, et en 1920 une inquiétude, très forte pour l'Italie, ce qui explique aisément que la situation exceptionnelle que connut ce pays à partir de 1920. Tout au long des divers rapports, les mouvements de grèves sont suivis avec autant d'attention que l'action de propagande « bolchévique » ;

— un souci constant des répercussions que pourraient entraîner en France les événements italiens (grèves de 1920, puis arrivée de Mussolini au pouvoir), en particulier au niveau de l'émigration antifasciste italienne ;

— si l'inquiétude se calme en 1921 avec le recul du mouvement de grèves, les rapports de police marquent une certaine incompréhension — du moins un certain retard dans la compréhension — de la progression de Mussolini vers le pouvoir. Ce n'est en effet que le 20 juillet 1922 que nos zélés fonctionnaires se préoccupent du programme fasciste, quatre mois avant la marche sur Rome.

D'autres documents provenant des mêmes sources permettent, dans une certaine mesure au moins, de chiffrer cette émigration. En 1922, le ministère de l'Intérieur fit procéder à une enquête sur les exploitations agricoles appartenant à des étrangers ou cultivées par eux. L'investi-



CARLO SFORZA



Carlo Rosselli

gation fut menée département par département. Toujours à la demande du ministère de l'Intérieur, en 1925 cette fois, fut menée une nouvelle enquête sur la main-d'œuvre dans divers départements. Il ne semble pas que les recherches aient été faites pour l'ensemble du territoire français, mais des résultats fort intéressants apparaissent déjà pour un certain nombre de départements tels que le Lot-et-Garonne, le Nord, la Meurthe-et-Moselle, la Loire, le Haut-Rhin, le Tarn, l'Isère, le Pas-de-Calais.

On ne s'étonnera pas de trouver à partir des mêmes sources des renseignements sur les expulsés. Ainsi du 1er juillet 1926 au 20 octobre 1927 il fut procédé à 1211 expulsions dont 315 Italiens — en ne tenant compte que des dossiers de Police administrative.

ANNO I. — N. 4 Paris, 30 giugno 1936 Una copia : centesimi 50

ITALIA LIBERA

(ITALIE LIBRE)
Quindicinale dell'emigrazione italiana
in Inghilterra

Redazione-Amministrazione
21, rue du Pont-aux-Choux
PARIS (3^e)

ABONNEMENTS :
France, Belgique, Luxembourg : Un
ano fr. 10 — Altri paesi : il
doppio.

SELF CRITICISME

Morale della commedia

Qui vedrai navigare con duolo estremo | mondiale: di dare uno stile rapido e spietato
l'ucci alla sentina, i scemi in poppa. | all'occupazione: di aggiungere gloria alla vit-

La crisi italo-abissina ha questa importanza
nella storia dell'Europa: essa ha obbligato il go-
verno inglese e il governo francese, che finora
l'avevano disprezzata, a occuparsi della NA-

L'activité des groupes politiques, et en premier lieu des communistes italiens, a donné lieu à de très nombreux rapports et à une vaste documentation : ainsi nous avons trouvé aux Archives nationales des spécimens de journaux destinés aux communistes italiens émigrés en France. Citons parmi eux le numéro spécial de *Solidarietà*, publié par la CGTU en 1923, deux numéros de *L'Humanité*, « supplemento settimanale in lingua italiana », *La Riscossa*, *L'Emigrante*, *l'Araldo*, etc. Bien que plus limités sur les autres courants politiques de l'émigration, les fonds des Archives nationales doivent également être consultés. On peut y trouver des spécimens de journaux tels que *La Voce degli Lavoratori* (PSULI, Paris, mai-juin 1923), *la Rivendicazione* (août 1923), *La Difesa per Sacco e Vanzetti*.

Ainsi, au travers de la Bibliothèque Nationale, des Archives Nationales, mais aussi d'institutions aux moyens plus limités telles que la Bibliothèque de l'Action populaire ou le CIEM, apparaît la diversité des centres de documentation riches sur l'émigration italienne existant dans la région parisienne. On ne peut décrire ici le réseau des Archives départementales. Et on ne doit pas oublier que certaines collections privées détiennent sans doute des trésors qui, espérons-le, ne seront ni détruits ni dispersés...

Michel DREYFUS

Responsable du CCDHOS (Centre de coordination de la documentation en histoire ouvrière et sociale), au CNRS, Michel Dreyfus, secrétaire du CEDEI, a été longtemps conservateur de la BDIC, chargé, entre autres activités, du secteur italien de la bibliothèque.

1. B.N. Annexe de Versailles : 2, rue Montbauron, 78000 Versailles.
2. Action populaire, 15, rue Marcheron, 92170 Vanves.
3. C.I.E.M., 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.
4. Archives Nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

La présence italienne dans le nord et le Pas-de-Calais

La venue d'Italiens dans les départements du Nord de la France est un phénomène récent puisque postérieur à la première guerre mondiale. Avant cette date, quelques-uns ont déjà fait le voyage depuis la péninsule, tels ces marchands du Moyen-âge dont le souvenir est conservé par une rue du vieux Lille (la rue du Lombard) ou ces marins génois venus chercher au XVIII^e siècle à Dunkerque et à Gravelines les embarquements que le patriciat ligure ne peut plus leur assurer¹. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le gouvernement de Napoléon III assigne à résidence dans la région plusieurs dizaines de réfugiés politiques patriotes italiens après l'échec des révolutions de 1848². La plupart rentrent après les guerres de l'Unité tandis que le courant migratoire parti du nouveau royaume n'atteint pas le Nord de l'hexagone. Le patronat textile, sidérurgique et minier trouve en abondance parmi les ouvriers belges des régions frontalières la main-d'œuvre docile, courageuse et disciplinée dont il a besoin³.

À la veille de la première guerre mondiale, on ne dénombre dans le Nord/Pas-de-Calais que 400 citoyens italiens et 300 Austro-Hongrois parmi lesquels certains (mais combien ?) viennent des terres irrédentes⁴. Cette présence italienne ne possède pas de caractère spécifique. Il s'agit de religieux, de représentants d'entreprises italiennes (maisons commerciales, compagnies d'assurances ou de navigation), d'épouses de techniciens et de cadres français ayant séjourné en Italie. Quelques dizaines de mineurs et d'ouvriers du bâtiment préfigurent l'immigration de l'après-guerre. Leur arrivée est plus souvent le fruit du hasard professionnel que d'un choix conscient tel le cas de ce Toscan employé par une société minière française dans l'Empire Ottoman. La guerre italo-turque mettant sa vie en danger, il quitte le pays et accepte le poste que lui offre son employeur dans les charbonnages du Nord⁵.

La première guerre mondiale crée les conditions d'une immigration italienne. La saignée démographique et l'ampleur des destructions sur les champs de bataille et dans l'arrière occupé (que l'on pense aux puits de mine inondés) rendent nécessaire l'appel à la main-d'œuvre étrangère pour la reconstruction et la remise en marche de l'appareil productif.

Si les Polonais arrivent en masse⁶, d'autres nationalités fournissent des contingents moins importants : Tchèques, Yougoslaves, Italiens forment une immigration d'appoint.

L'arrivée de la première vague d'Italiens s'établit entre 1919 et 1926.

Les régions de provenance sont circonscrites au Nord-Est de la péninsule, avec les provinces de la Vénétie, du Trentin, du Frioul et aux provinces du centre (Toscane, Ombrie).

Quelques Piémontais et Romagnols complètent l'effectif. Les représentants du Mezzogiorno sont rarissimes, même après la loi des quotas aux États-Unis qui aurait pu entraîner un repli sur le Nord de la France.

L'immigré des années vingt est un jeune homme (moins de 30 ans) parti pour des raisons économiques (ruine de la Vénétie, misère, chômage) et venu avec un contrat à durée déterminée, parfois trouvé par un parent ou un ami, donnant ainsi naissance dans certaines petites

villes à une forte colonie originaire de la même région : Toscans de la Maremme à Fenain par exemple.

Le motif politique se rencontre parfois associé mais jamais de façon déterminante dans l'origine du départ.

L'immigré recherche la sécurité matérielle d'un emploi et d'un logement : la profession ou, à tout le moins le secteur d'activité conditionne le lieu d'installation. Trois secteurs géographiques regroupent les Italiens : l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing où ils s'emploient dans le textile, la construction mécanique, le bâtiment, le bassin minier où ils deviennent houilleurs mais aussi sidérurgistes dans le Valenciennois, la vallée de la Sambre enfin leur fournit du travail dans la métallurgie (laminoirs, câblerie, tubes) et le bâtiment. On remarque à la fois l'absence des emplois dans l'agriculture (et donc le peu d'installations dans l'Ouest des deux départements) et l'attrait plus grand pour le Nord que pour le Pas-de-Calais (à l'inverse des Polonais).

Derrière le schéma simpliste des professions se cache une réalité extrêmement mobile. Les ruraux reconvertis occupent des emplois non qualifiés dans les houillères. Les corps de métier du bâtiment ne subissent pas de mutation professionnelle et quelques représentants de cette branche commencent une ascension sociale remarquable. Les sidérurgistes et métallurgistes du centre de l'Italie ont été recrutés par les entreprises françaises en Toscane et en Ombrie même, en raison de leurs métiers.

Les années 1925-27 voient un changement structurel. L'immigration masculine diminue fortement et si de jeunes hommes arrivent encore, c'est en « finassant » avec la réglementation fasciste. Des contrats de travail très limités dans le temps (pour la récolte des betteraves par exemple) autorisent la sortie d'Italie. Sur place l'immigré cherche ensuite un emploi correspondant à sa profession et lui permettant de rester. Dans les mêmes années, un groupe part vers d'autres régions ou passe en Belgique tandis que le reste se stabilise. Les hommes quittent les camps, les baraquements, les pensions, les logements provisoires du début pour s'installer dans des maisons parfois mises à leur disposition par l'employeur, ainsi dans le bassin minier. Ils fondent une famille ou font venir la leur restée en Italie : l'immigration se féminise entre 1925 et 1930. Sous l'apparente stabilité des chiffres, il y a en réalité mutation des composantes de la communauté : femmes et enfants remplacent les hommes partis ailleurs. Voici, à titre d'exemple, les chiffres des Italiens résidant dans le département du Nord⁷.

Années	Hommes	Femmes	Enfants	Total
1.1.1924	9.494	1.522	1.626	12.642
1.1.1926	8.351	2.252	2.664	13.267

Au cours des années trente, la communauté secrète des superstructures : apparaissent alors les entrepreneurs du bâtiment, les commerçants en produits alimentaires, les cafetiers. La mission catholique est fondée en 1932.

De grandes rivalités politiques déchirent alors la communauté et sont l'écho des événements d'Italie. Si à ce jour

nous n'avons pas trouvé de traces de réfugiés politiques dans la région, cependant les militants et sympathisants communistes italiens sont à la pointe de l'antifascisme. Bravant les interdictions des autorités françaises, ils constituent des cellules clandestines du P.C.I. à Waziers ou à Fenain. Engagés dans la M.O.I., luttant pour la victoire du Front Populaire, soutenant la lutte de la République espagnole par des collectes et des engagements dans les Brigades Internationales, nous les retrouvons pendant la deuxième guerre mondiale parmi les résistants de la première heure.

Pour les plus nombreux, l'antifascisme diffus, surtout chez les hommes, ne s'exprime pas ouvertement par crainte des retombées administratives françaises et italiennes. La recherche de la sécurité matérielle prime tout en ces temps de crise économique où l'on risque le licenciement et l'expulsion comme les mineurs de la grève de 1938. La propagande fasciste, transmise par le Consulat fort actif et collaborant avec les autorités préfectorales pour la répression, et par le Fascio de Lille qui regroupe plusieurs sociétés (les Anciens Combattants, le Comité de patronage) attire peu de sympathies mais répand une crainte certaine chez les immigrés. Les membres actuellement connus du Fascio appartiennent à la petite bourgeoisie (entrepreneurs et commerçants), mais aussi au monde ouvrier où le lieutenant Bracone et le docteur Scotti recrutent leurs hommes de main.

La chronologie du vécu de la seconde guerre mondiale ressemble à celle de la population française du Nord⁸. La campagne de France, l'évacuation, Dunkerque, la présence allemande et les problèmes de ravitaillement éveillent beaucoup plus de souvenirs que Pétain, Vichy ou les fronts

extérieurs. Les Italiens vivent une situation moralement intenable. Ils doivent côtoyer quotidiennement une population française qui les considère comme alliés de l'occupant allemand d'abord, comme vaincus ensuite. Même si l'administration française n'introduit aucune discrimination, il faut faire chaque jour le dos rond devant les humiliations et les vexations de la masse. Cette mauvaise image de marque colle à la peau longtemps après la guerre et constitue l'une des grandes sources du racisme populaire anti-italien. On porte le jugement sur la politique suivie par l'Italie, non sur le comportement des Italiens présents dans la région pendant la guerre et dont bon nombre entrent dans les rangs de la Résistance⁹.

1. Voir les thèses de P. ODDONE sur Gravelines (Lille III, 1979), et de C. PFISTER sur le port de Dunkerque au XVIIIe siècle (Lille III, 1981).

2. Archives départementales du Nord, série M.

3. Voir la thèse de F. LENTACKER, « La frontière franco-belge », Morel, Lille, 1974.

4. Recensement de 1913.

5. Témoignages recueillis par l'auteur.

6. Voir les ouvrages de Mme PONTY.

7. Archives départementales du Nord, série M ; témoignages recueillis par l'auteur.

8. Voir « Les Italiens dans le Nord pendant la deuxième guerre mondiale », Rudy DAMIANI, Bulletin n. 1 de l'Association Mémor, pp. 25-30, PUL, 1983.

9. Voir « Eusebio Ferrari » par A. PIERRART et M. ROUSSEAU, Syros, 1980.



Une deuxième vague d'immigrés arrive entre 1946 et 1960, chassés par l'effondrement économique de la péninsule pendant la guerre et attirés par la reconstruction puis par l'expansion française. De nouveau les houillères et la sidérurgie, le bâtiment et la chimie font appel à de jeunes travailleurs recrutés par les services de l'O.N.I. à Milan et arrivant avec un contrat. Ils s'installent dans les mêmes régions que les immigrés des années vingt ; après 1950, il y a féminisation par mariage ou par regroupement des familles que l'on fait venir d'Italie. Les ressemblances avec la première vague s'arrêtent là. Les différences sont plus importantes, elles permettent de parler de deux immigrations que les Italiens nomment « l'ancienne » et « la nouvelle ». Entre les deux, pas de continuité, peu de contacts et les nouveaux arrivés soulignent la fréquente froideur de l'accueil de la part des anciens « qui les ont moins aidés que les Français ».

Venus pour la plupart des provinces rurales du Sud, transplantés brutalement et massivement des champs à la mine et au laminoir, ils s'adaptent mal à une nouvelle forme de vie et de travail. Le nombre élevé de ruptures de contrats miniers, de retours, d'abandons de poste trouve là son explication car le bâtiment au contraire retient et même attire la main-d'œuvre italienne¹⁰.

La différence d'origine régionale (Nord-Est et Centre après 1918, Sud après 1945), la différence des mentalités entre Italiens du Nord et du Sud, la différence de générations (les jeunes immigrés de 1920 sont devenus de respectables pères de famille en 1945, tandis que les bruyants blancs-becs arrivés du Midi troublent les bals du dimanche), la guerre enfin, vécue en France pour les premiers, dans l'armée italienne pour les seconds, expliquent le fossé existant entre les deux groupes. Les nouveaux immigrés qui font l'effort de rester s'intègrent plus rapidement que

les anciens dans la société française. L'expansion économique facilite l'ascension sociale et la diversification professionnelle. Dans les primo-arrivants de cette deuxième vague, on rencontre des cadres, des artisans installés et des branches d'activités nouvelles : réparations automobile, transports routiers, vente d'appareils ménagers, restauration. Dans plusieurs villes les Italiens pénètrent la vie locale, ils fréquentent les diverses sociétés et les mariages mixtes sont nombreux. Un ensemble de faits récents ont rendu l'Italien « moins étranger » : création de la C.E.E., développement du tourisme en Italie, venue massive d'immigrés d'autres pays plus difficiles à assimiler.

L'immigration italienne atteint aujourd'hui le stade de l'assimilation. Les différences extérieures s'estompent et la vie familiale devient le conservatoire des traditions. Pour les petits-fils des immigrés de 1919, l'Italie n'est plus que le pays des vacances et la venue des grands-parents est, soit tombée dans l'oubli, soit hissée au rang de mythe. Plus que jamais s'impose donc à nous la nécessité de sauver en les recueillant les mille et un souvenirs de la vie quotidienne de ces Italiens devenus des hommes du Nord et du Pas-de-Calais.

Rudy Damiani

Enseignant, chercheur

L'ampleur du sujet nous obligeant à être concis, c'est volontairement et avec regret que nous avons laissé de côté certaines questions telles la démographie, la deuxième et la troisième génération, et simplement évoqué la deuxième guerre mondiale ou l'adaptation.

10. Fichier de la main-d'œuvre étrangère, Direction Régionale du Travail de Lille.

Les italiens dans les Alpes Maritimes et le Var (1919-1939)

État des connaissances et direction de recherche

La présence d'une forte population italienne constituait, entre les deux guerres, un des faits démographiques majeurs dans les départements des Alpes-Maritimes et du Var. Ce phénomène important a suscité des études qui enrichissent notablement les connaissances relatives à la colonie transalpine, mais bien des aspects du sujet demeurent dans l'ombre¹.

L'ÉTAT DES CONNAISSANCES

Plusieurs livres généraux, publiés à une date ancienne, comme celui de Stéphane Wlocewski², ou plus récemment, comme la thèse d'Anne-Marie Faidutti-Rudolph³, offrent une ample moisson de chiffres et de données géographiques⁴. Des mémoires de maîtrise, abordant le phénomène migratoire dans le cadre départemental ou municipal, ont permis d'affiner l'analyse et de souligner le poids de la présence étrangère entre les deux guerres⁵. En 1926 le Var hébergeait 45.000 Italiens qui constituaient 90 % de la population non française du département; dans certaines communes du centre et de la vallée de l'Argens, ils formaient le quart de la population. Dans les Alpes-Maritimes, les effectifs de la colonie transalpine évoluèrent entre 75.000 et

100.000 individus, ce qui représentait 21 % de la population totale en 1921 et 24 % en 1926. La structure démographique a donné lieu à quelques analyses précises qui montrent la jeunesse de la communauté italienne, caractère classique au sein d'un groupe immigré, mais aussi son relatif enracinement, traduit par des pourcentages élevés de femmes et d'individus mariés. Paul Caramagna, à l'aide d'un échantillon représentatif, parvient aux résultats suivants, valables pour Nice en 1921 : 23 % de jeunes entre 0 et 20 ans, 52 % de femmes et 48 % d'hommes ; 53 % d'individus mariés, 2% de veufs, 44% de célibataires, 1% d'indéterminés.

Le rôle économique considérable joué par les Italiens a été éclairé dans ses grands traits. Les transalpins représentaient plus de 30 % de la population active dans les Alpes-Maritimes, 20 % dans le Var. Ils formaient une part importante de la main-d'œuvre dans l'agriculture, les industries extractives, le bâtiment, la métallurgie, le commerce, l'artisanat, l'hôtellerie, la domesticité. La majorité d'entre eux, ouvriers et employés, gardaient un niveau de vie modeste. Quelques-uns accédaient à la propriété d'un fonds de commerce ou d'une petite exploitation agricole. Paul Caramagna dénombre 2 % de patrons au sein de la population active italienne à Nice en 1921 ; Georges

Mauco, dans son étude classique sur les étrangers en France indique que les Italiens possédaient 2 % des terres cultivées dans les Alpes-Maritimes en 1931⁶.

Plusieurs études, fondées sur la presse et les documents classés dans les séries F7 des archives nationales et M des archives départementales, ont contribué à éclairer les relations entre les Français et leurs hôtes étrangers, principalement dans les Alpes-Maritimes⁷. Certains facteurs auraient pu favoriser l'entente des deux communautés mises en présence : les patrons français se déclaraient satisfaits de la main-d'œuvre italienne, la droite excusait souvent l'action politique des fascistes, la gauche accordait un soutien relatif aux travailleurs et aux réfugiés. Mais ces attitudes dépendaient trop visiblement de l'intérêt ou de l'a priori idéologique pour infléchir sensiblement le sentiment dominant qui était l'hostilité. Le chômeur français s'en prenait à l'étranger qui avait conservé un emploi, le commerçant incriminait son concurrent italien, le militant de droite attaquait les « fuorusciti », l'homme de gauche flétrissait les fascistes, les autorités redoutaient les initiatives politiques des immigrés, l'espionnage ou les menées anti-mussoliniennes qui pouvaient compliquer les relations diplomatiques avec le pays voisin. Beaucoup de méridionaux craignaient les revendications fascistes sur le comté de Nice et la sympathie que l'irrédentisme pouvait éveiller chez les immigrés. Il régnait aussi un climat très lourd, aggravé périodiquement par des incidents, rixes dans la rue, manifestations, attentats, violations de frontière. L'hostilité à l'égard des Italiens apparaissait particulièrement forte dans les villes qui, comparées aux campagnes, exerçaient un effet grossissant et dramatisaient les problèmes⁶.

DIRECTIONS DES RECHERCHES

Sur bien des points, les connaissances demandent à être approfondies. Ainsi, des monographies locales, centrées sur un canton particulièrement peuplé d'immigrés ou sur un centre urbain comme Toulon, Draguignan, Grasse, Cannes, Menton, pourraient permettre de préciser l'état et les comportements de la communauté italienne. Autre domaine à éclairer, celui des naturalisations, leur nombre, leur ventilation, leur chronologie ; aucune étude n'a été effectuée à ce sujet.

Un mémoire de maîtrise en cours sur la presse varoise et les étrangers fera avancer la connaissance de l'esprit public.

Des recherches au sein des grandes catégories socio-professionnelles devraient être conduites. Un mémoire de maîtrise en cours s'attache particulièrement à caractériser les négociants étrangers à Nice, entre 1920 et 1939, à l'aide du registre du commerce. Ce document, institué par la loi du 18 mars 1919 et encore assez peu exploité par les historiens, immatricule tous les commerçants et offre une ample moisson de renseignements : identité du marchand, date et lieu de naissance, objet et localisation du négoce, nature et date des modifications, ventes, faillites, liquidations judiciaires... On voit tout le parti qui sera tiré du registre : sociologie des commerçants, types d'activités, répartition dans l'espace, devenir des entreprises mis en relation avec la conjoncture économique...

Il reste un autre grand domaine à défricher : la vie politique, syndicale, associative et culturelle de la communauté italienne. Les études déjà effectuées donnent à penser que les nouveaux venus, craignant les réactions des autochtones, particulièrement des patrons et de la police, hésitaient à s'engager dans une action trop marquée. En 1939, alors que Nice comptait plus de 40.000 Italiens,

les services de police estimaient qu'une centaine d'entre eux seulement étaient inscrits au parti communiste⁹. Le CGTU reconnaissait que, dans cette grande ville, les transalpins étaient « tout à fait détachés de nos organisations syndicales »¹⁰. En 1929, la police cherchant à évaluer le nombre des membres du fascio de Nice, donnait des chiffres compris entre 1000 et 3000¹¹. La découverte récente des archives du cabinet du préfet des Alpes-Maritimes, pour la période de l'entre-deux-guerres, permettra d'enrichir ces données. Le classement en cours, dont les premiers résultats sont suivis par le signataire de ces lignes, montre les directions possibles des recherches ultérieures ; l'histoire du fascio de Nice et des organisations qui en dépendaient, l'arrière-plan des nombreux attentats, règlements de comptes, manifestations, l'action des mouvements antifascistes, certains événements particuliers comme l'inauguration de la ligne Nice-Coni en 1928 ou le rapatriement de certains Italiens en 1939. Le dépouillement des statuts d'associations complétera le portrait de la vie interne de la communauté.

Enfin, certains documents déposés aux archives du ministère des Relations extérieures peuvent apporter un éclairage intéressant sur divers problèmes revêtant une dimension diplomatique : le statut et l'activité des consulats, l'ouverture des écoles italiennes en France, les litiges frontaliers¹².

Ce tableau, trop rapide pour être absolument exhaustif, vise à montrer à la fois l'intérêt et la vitalité de la recherche sur l'histoire de l'immigration italienne dans le Sud-Est.

Ralph Schor

Maitre assistant à la faculté des Lettres de Nice

1. Par comparaison, l'immigration italienne dans le Sud-Ouest a inspiré beaucoup plus d'ouvrages, surtout entre les deux guerres. Pour une recension des livres et articles concernant cette question, cf. Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, thèse d'Etat, Nice, 1980.

2. Stéphane WLOCEVSKI, *L'installation des Italiens en France*, Paris, 1934.

3. Anne-Marie FAIDUTTI-RUDOLPH, *L'immigration italienne dans le Sud-Est de la France*, Gap, 1964.

4. On trouvera d'autres chiffres dans le livre sous presse de Jacques GIRAULT, Jean-Marie GUILLON et Ralph SCHOR, *Le Var de 1914 à 1945*, CRDP, Nice.

5. Cf. Paul CARAMAGNA, *Les Italiens à Nice dans l'entre-deux-guerres*, Nice, 1974. Daniel COSTAMAGNA, *L'activité des étrangers dans le Var de 1919 à 1939*, Nice, 1974.

6. Georges MAUCO, *Les étrangers en France*, thèse d'Etat, Paris, 1932.

7. Cf. Frédéric ELEUCHE, *L'Éclaireur de Nice et l'Italie, 1919-1939*, DES, Nice, 1963. Ralph SCHOR, *Les étrangers dans la ville : le « péril italien » dans les Alpes-Maritimes, 1919-1939*, *Annales de la Faculté des Lettres de Nice*, 1975. Ralph SCHOR, *Les employés d'hôtel français et les travailleurs étrangers sur la Côte d'Azur, 1919-1939*, *Religion et Société*, n. 9, 1981.. On pourra consulter des documents in Ralph SCHOR, *Nice et les Alpes-Maritimes de 1914 à 1945*, Nice, 1980. Quelques renseignements sont à glaner dans les volumes de souvenirs : Virgile BAREL, *Cinquante années de lutttes*, Paris, 1967 ; Giulio CERETTI, *A l'ombre des deux T*, Paris, 1973.

8. Sur cette question, cf. Ralph SCHOR, *Italiens des villes, Italiens des champs : l'accueil des immigrés italiens dans les Alpes-Maritimes et le Sud-Ouest (1919-1939)*, *Recherches Régionales*, janv.-mars 1982.

9. Archives Nationales, F7 13 250.

10. *La Barricade*, 30 avr. 1933.

11. Archives Nationales, F7 13 462.

12. Sur cette question, cf. Romain RAINERO, *Aspects inconnus de la crise des accords Laval-Mussolini*, *Recherches Régionales*, juil.-sept. 1980.

Vers une bibliothèque Historienne ?

Entretien avec Robert Paris

Robert Paris est maître-assistant à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Après la publication d'une anthologie des *Écrits politiques* de Gramsci en trois volumes chez Gallimard, il travaille actuellement à l'édition des *Cahiers de prison* dont deux volumes ont déjà paru. Il est notamment l'auteur de *L'histoire du fascisme en Italie : des origines à la prise du pouvoir* (Paris, Maspéro, 1962), *Les origines du fascisme* (Paris, Flammarion, 1968) et de « L'Italia fuori d'Italia » (in *Storia d'Italia*, vol. 4, Turin, Einaudi, 1975).

Q.— Dans votre livre *Les origines du fascisme*, vous indiquez dans une note d'orientation bibliographique que « les fichiers de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine sont particulièrement bien fournis et bien organisés ».

R.— C'est un peu injuste pour la BDIC, il s'agit d'une liote ! Car, pour tout ce que j'ai écrit sur l'Italie, j'ai organisé et j'organise toujours mes recherches à partir et autour de la BDIC.

Je me permets de vous rappeler qu'à ma connaissance, c'est à la BDIC, alors à Vincennes, que Tasca a écrit pour l'essentiel son ouvrage *Naissance du fascisme* paru en France en 1938. Il me semble aussi que le livre dont je n'ai pas pu identifier l'auteur et qui est signé des initiales C.M.R. (*Histoire du fascisme italien*, Paris 1938) a dû être écrit en utilisant les mêmes sources.

Il faut insister sur la richesse du fonds mais aussi sur son homogénéité. Là, se fait probablement sentir l'influence de l'italianisant qui a été longtemps à la tête de la bibliothèque, Félix Debyser.

La BDIC propose au chercheur un éventail complet sur la question du fascisme, elle offre une image fidèle de la période. J'ai travaillé sur des collections de journaux rares tels que *I Nemici d'Italia : Settimanale antibolscevico* de Milan. L'avantage de ces collections de la période fasciste tient aussi dans le fait qu'ils sont complets... en Italie, en effet, ils ont parfois été « découpés » par des personnes compromises ! J'ai utilisé également des documents rarement conservés par d'autres bibliothèques jusqu'à une période récente, comme les tracts et les papillons que la BDIC possède.

Je voudrais également rappeler la présence de documents qui permettent non seulement une recherche sur le fascisme, mais encore sur la société italienne dans son ensemble. Ainsi, je pourrais citer le cas du bulletin de propagande *Italia nostra*.

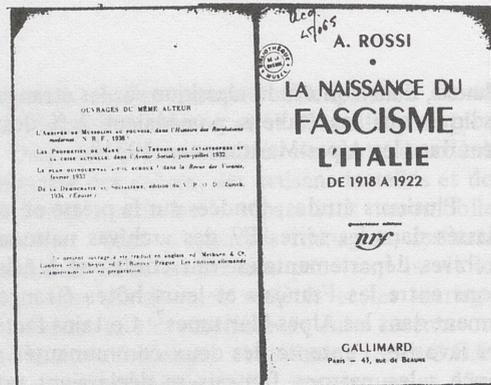
L'autre volet, l'anti-fascisme, est bien représenté dans les fonds de la bibliothèque ; je pense à certaines publications de Silvio Trentin qui fera prochainement l'objet d'un colloque. À côté des numéros de l'*Unità* clandestine ou de la *Rinascita socialista*, on trouve par exemple, le journal *Problemi della Rivoluzione italiana* paru à Marseille puis à Nancy. En avril 1938, Tasca y avait fait publier la lettre de Gramsci d'octobre 1926 aux dirigeants soviétiques.

Q.— Vous avez publié cette lettre dans un numéro de *Partisans* de décembre-janvier 1963-1964, avant Togliatti...

R.— Oui, Togliatti l'a éditée quelques mois plus tard dans *Rinascita* avec beaucoup plus de publicité ! K.S. Karol, dans *Le Monde*, en avait fait un long compte rendu, mais sans doute la quasi simultanéité des publications de cet article de Gramsci n'était-elle que pure coïncidence...

Plus largement, l'histoire du mouvement ouvrier italien peut être étudiée à la BDIC, quoique de façon incomplète. Les collections de *Critica sociale*, par exemple, n'existent qu'à partir de 1945, et celle de *Umanità nova* est trop lacunaire. Cependant, la bibliothèque conserve une collection complète de l'*Avanti !* (microfilm), de l'*Ordine nuovo* et de *Lo stato operaio* ; on peut consulter également *Battaglie sindacali* et le *Prometeo* clandestin.

Je serais tenté de regretter l'absence de périodiques tels que la *Nuova antologia* — pour la période ancienne — ou la *Cultura* ou *Pegaso* ; je pense en particulier à ces titres-là car ils font partie des sources pour l'édition des œuvres de Gramsci. Certes, ce sont des revues plutôt littéraires, mais



on ne peut pas faire l'histoire — même politique — sans tenir compte de la littérature. En revanche, la bibliothèque possède un document tel que la leçon inaugurale prononcée par Gentile à l'Université de Rome le 10 janvier 1918 : *Il carattere storico della filosofia italiana* (Bari, Laterza, 1918). Il en va de même pour des titres comme *Il Marzo cco* et *Civiltà cattolica*.

Je reviens donc à ce que je disais sur le fascisme : les collections de la BDIC permettent d'aborder la société italienne comme une totalité et cela n'est d'ailleurs possible que par l'organisation du catalogue-matière.

Q.— Un fichier qui demande pourtant un long apprentissage et auquel on reproche parfois l'archaïsme de certaines notions...

R.— Je crois que c'est une erreur. On peut parler d'une syntaxe du fichier BDIC, qu'il faut apprendre comme on apprendrait une langue, avec un lexique propre. L'organisation du savoir qu'induisent les rubriques et leurs combinaisons est extrêmement intéressante.

Prenons l'exemple de la rubrique « Esprit public » ; elle date le fichier, elle reflète l'époque de son élaboration, mais il serait faux de penser qu'elle recouvre le sens que nous donnons aujourd'hui au terme « mentalités ». Elle n'implique pas la longue durée, elle ne coïncide absolument pas avec cette notion, bien qu'elle permette un travail sur les mentalités ! L'essentiel réside surtout dans la nécessité où elle nous met de l'aborder en historien, c'est-à-dire qu'elle nous plonge dans l'histoire et qu'on ne peut la comprendre qu'en se replaçant à l'époque où elle a été élaborée.

De la même façon, la périodisation du fichier nous amène — pour ce qui concerne la rubrique « Questions intellectuelles » — à penser en terme de générations, comme c'est le cas en Italie ou en Espagne (où l'on parle de la « génération de 98 »...).

Cela change donc le regard que l'on porte sur les sources puisqu'il s'y opère une historicisation des ouvrages d'histoire ; ainsi, quand on distingue les ouvrages écrits pendant, avant ou après le fascisme. Ce fichier permet de répondre à l'exigence contenue dans la formule « nouvelle histoire, nouvelles sources ».

La BDIC a participé à ce renouvellement des sources, entre autres en collectant très tôt des documents tels que les tracts, les affiches, les périodiques éphémères... C'est un monde baroque, un microcosme, qui invite au voyage, où l'on s'égaré, où l'on rêve... On ne trouve pas toujours tout ce que l'on cherche mais toujours plus que ce que l'on cherche.

Il serait souhaitable d'organiser des séminaires à la BDIC, d'y travailler avec un groupe d'étudiants, non pour une simple visite, mais comme dans un laboratoire. Ne serait-il pas plus logique à un enseignant-chercheur de restituer le résultat de ses travaux à l'endroit où il les a effectués ? Le modèle serait en quelque sorte le syndicalisme d'industrie par opposition au vieux syndicalisme de métier. Il serait par exemple passionnant de travailler avec des étudiants à partir du fichier de dépouillement d'articles de périodiques, le premier du genre en France entre les deux guerres et très riche pour cette période.

Pour finir, je dirais que la BDIC permet d'historiciser le présent, d'envisager le présent comme histoire, et, à ce titre, cette bibliothèque est en elle-même un élément critique.

Propos recueillis par :
Geneviève Dreyfus-Armand et Bruno Van Dooren,
conservateurs à la BDIC.

Le fascisme italien en France : un phénomène mal connu

Quand on évoque les Italiens venus en France dans l'entre-deux-guerres (1,2 million jusqu'à 1928), deux types de figures apparaissent : celle du travailleur de force, dur à la tâche, généreux, aimant rire (tel que Cavanna l'a décrit dans son livre de mémoires *Les Ritals*)¹, ou bien celle du réfugié politique antifasciste que les Français ont souvent redécouvert lors de l'élection du président italien Pertini, émigré socialiste fuyant le régime fasciste dès les premières années. Ce n'est pourtant qu'une vision fragmentaire de la réalité des milieux de l'émigration. En effet, il manque la figure du fasciste voulant montrer à la face du monde une Italie « renouvelée » et tournée vers l'avenir. Elle est moins connue, a laissé moins de traces dans les mémoires individuelles et surtout collectives tant françaises qu'italiennes. Si on accepte de l'évoquer, c'est pour railler. Cependant, les fascistes italiens ne sont pas des spécimens rares, isolés, sans moyens, sans prise sur les milieux italiens ou même sur certains milieux français.

Il suffit pour s'en convaincre de voir la place qu'occupent les dossiers les concernant dans les archives. En France, ils font l'objet de rapports de police dont les dénominations sont très précises aussi bien à Paris² qu'en province³ dans les départements d'accueil des Italiens. En Italie, c'est par plusieurs centaines qu'on doit compter les dossiers traitant des fascistes italiens dans notre pays, ou des organisations plus ou moins contrôlées par eux. Cela nous confirme que de part et d'autre des Alpes, les gouvernements avaient pris toute la mesure des enjeux.

Si l'on sait qu'ils existent nombreux, ces fascistes ou philofascistes italiens ne sont pas facilement localisables

et quantifiables. Les renseignements donnés par les consulats et l'ambassade ou les papiers du ministère de l'Intérieur italien ou du secrétariat du Parti National Fasciste sont à prendre avec précaution car ils ne sont pas exempts d'arrière-pensées de propagande et d'auto-satisfaction. De plus, on doit ajouter à tous les fascistes déclarés comme tels, les membres des innombrables associations, groupements, amicales, sociétés sportives italiennes qui soutiennent officieusement le régime et sont aidées financièrement par lui. Cette ambiguïté apparaît clairement dès qu'on étudie les missions catholiques italiennes en France. Il est impossible de trancher clairement et de les déclarer pro ou anti-fascistes. Chaque région, et même chaque prêtre est un cas particulier. Enfin, les Français chargés d'enquêter sur ces remuants Italiens ne comprennent souvent rien aux « nuances » qui opposent entre eux les Garibaldiens ou les anciens combattants pro ou antifascistes... Une dernière source fondamentale est la presse fasciste italienne à publication régulière dans notre pays. Citons pour mémoire *La Nuova Italia* qui s'appellera à certains moments *L'Italie Nouvelle*.

A travers ces quelques lignes, nous tenterons de définir qui sont les Italiens fascistes en France, comment se mettent en place leurs organisations, qui les encadre... Nous chercherons à montrer une évolution du rôle qui leur est imparti par le gouvernement italien à travers les relations entretenues avec les autorités consulaires. Nous dégagerons ensuite leurs principaux terrains d'intervention et les différents moyens employés.

Piero Parini, quand il était secrétaire général des

UNO II. — N° 11

Parigi 6° FEBBRAIO 1938

IL N° 40 CENTESIMI

« La France qui parle à l'Italie une sympathie traditionnelle désire renouer avec elle des rapports amicaux. » (L'AUTEMPS)

TRIBUNA D'ITALIA

— Pourquoi ne l'avoir pas dit plus tôt ?! —

Directeur : Alberto GIANNINI

Settimanale del tempo nostro

TRIBUNA D'ITALIA — Hebdomadaire
37, rue des Favorites — Paris (19^e) — Tél. : 406 25 00

LA SEMAINE POLITIQUE

politique anglaise

Paris, 28 février 1938.

Le revirement de la situation. Le Premier ministre Neville Chamberlain a ratifié la démission d'Eden et il a appuyé à une forte majorité le Premier ministre Neville Chamberlain ; or, c'est ce même Premier ministre qui obligea Sir Samuel Hoare à se démettre de ses fonctions lors de son voyage à Paris, par de raisonnables concessions à l'Italie, devant la fin au conflit italo-éthiopien. A l'heure où l'organe britannique s'en va, une autre plus sage qui tient compte des changements intervenus dans l'équilibre des forces européennes, ne peut tarder que jamais.

Après tout le respect que nous devons à M. Eden et à ses convictions, nous ne sommes pas obligés de reconnaître qu'il avait conduit l'Europe au désastre ; cela, par son intransigeance et par son obstination à ne pas reconnaître la réalité d'une Italie et d'une Allemagne bien différentes de ce qu'elles étaient il y a cinq ans et parce qu'il avait imposé unilatéralement sur l'opinion publique qui n'avait pas le droit de se livrer à une dangereuse lutte

Affaires étrangères ne provenait pas seulement de leurs différences de vues au sujet des rapports avec l'Italie, mais aussi de l'attitude à prendre vis-à-vis de l'Allemagne et devant le problème de la soi-disant sécurité collective.

Pour ce qui concerne les rapports avec l'Italie, Neville Chamberlain a eu beau jeu en rappelant que M. Eden avait été d'accord avec lui en juillet 1937, quand il essaya par son message à Mussolini d'entamer des conversations permettant d'éclaircir définitivement la situation. Cela signifie pour M. Chamberlain que M. Eden était d'accord, en principe, et que ce n'est que quand il s'est agi de la méthode à suivre qu'il s'est opposé à ces négociations. Nous nous permettons de croire que M. Neville Chamberlain a voulu être bienveillant à l'égard de son ex-collaborateur.

Il ne s'agit pas de méthode, il s'agit de fait. Il s'agit de savoir si M. Eden voulait arriver à une réconciliation avec l'Italie comme le veut sincèrement le Premier ministre, ou s'il ne pensait pas plutôt qu'en traînant les choses en longueur il aboutirait à l'humiliation de l'Italie.

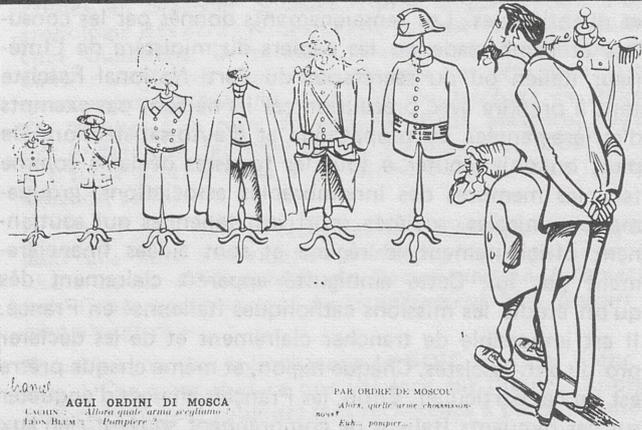
Il faut reconnaître à M. Neville Chamberlain le mérite d'avoir parlé dans un moment si grave avec une netteté pleine de courage. Il faut remarquer entre autres choses qu'il a évité l'impression de la



ver-
:
INI

il Merlo

Sisbia e senè infischia una volta la settimana



AGLI ORDINI DI MOSCA
L'AGENZIA « Allora quale arma scegliamo? »
ELEN BILM - « Bompane »

PAR ORDINE DI MOSCOU
« Allora, quale arma scegliamo? »
ELEN BILM - « Bompane »

contenti avessero spinto i socialisti te-
dieschi a votare per i comunisti, ma
questi non hanno modificato la pro-
pria forma numerica. Potremmo dire
« Sì » o « No », ma anche se mai controlla-
mo, almeno delle ipotesi circa i pas-
saggi da un partito all'altro. No per-
ché è sempre lo stesso. Perché non
Si è dunque recitata, perché anche
« certe aspirazioni la salvezza dell'al-
cetra allo stomaco. I verdissimi che os-
servano con lo squadrismo del solda-
to. Gli speculatori falliti sull'attività
altri, i profittatori mancati dell'ita-
liano spettacolo.

inutili ballerini né di gattini conver-
sano sennò dimmi essi rappresentano
l'intelligenza italiana oltre i confini.
Ci permettiamo di segnalare altresì il
« movimento » che ha avuto nella stam-
pa questa la mostra dell'arte italiana con-
tinuando a dire di Prato: « Il successo »

fasci all'estero, a fait publier en 1934 un document⁵ comprenant une carte détaillée des fasci installés en France. Une stricte hiérarchie apparaît. On doit d'abord distinguer cinq secrétariats de zone : Nancy, Metz, Lyon, Marseille et Nice auxquels il faut ajouter Paris ou réside le délégué du secrétariat général pour la France. On a ensuite 42 *fasci* proprement dits et 151 sections fascistes. On en trouve plusieurs dans le Nord, la région parisienne, la région lyonnaise, mais surtout dans l'Est avec plus de 40 sections pour la Meuse, la Moselle et la Meurthe-et-Moselle ; le Sud-Est avec environ 20 sections pour la Savoie, la Haute-Savoie et l'Isère, le Midi méditerranéen avec une trentaine de sections, et enfin le Sud-Ouest avec plus de 40 sections.

Comment se sont-elles créées ? Si l'on suit les déclarations de G. Bastianini, premier secrétaire général des *fasci all'estero*⁶ du 13 octobre 1923 au 16 novembre 1926, dans le numéro 1 de la *Nuova Italia* datée de 1923, un *fascio* se fonde de la façon suivante : tout d'abord, que celui « qui a eu l'initiative demande l'autorisation au secrétariat général en indiquant son nom, sa profession, ses états de service à l'armée et en donnant le nom de personnes pouvant se porter garantes en Italie. Si le secrétariat donne le feu vert, la *fascio* restera sous le contrôle du délégué national qui ne peut lui-même prendre aucune initiative sans en référer d'abord au secrétariat général ». Une fois ces principes posés, reste le problème de savoir qui justement prend ce genre d'initiative ?

A Paris, par exemple, des renseignements parfois contradictoires nous apprennent qu'à un premier embryon constitué fin 1922⁷ surtout de fonctionnaires de l'ambassade et de membres de la Commission des réparations, succède une deuxième organisation officiellement dénommée *Fascio de Paris*, créée selon les règles en août 1923 par Nicolas Bonservizi. Celui-ci, correspondant à Paris du *Popolo d'Italia* et ami personnel du Duce se targue dans une lettre du 28 juin 1923⁸ d'avoir créé sept ou huit *fasci* en quelques mois en France. Il apparaît donc que c'est grâce à l'œuvre d'un fasciste dévoué et très lié à Rome que des structures se mettent en place. Celui-ci, toujours dans la même lettre, se plaint de la difficulté à trouver des « hommes honnêtes, désintéressés et capables » et il déplore aussi l'attitude de l'ambassadeur « bon diplomate

mais pas fasciste ». Il précise que « le *fascio* doit avant tout frapper féroceement tous les poids lourds de la colonie qui aident directement ou indirectement nos adversaires »⁹ « tout en rapprochant cela de la masse ouvrière qui disparaît dans le travail quotidien et constitue le meilleur élément parmi les émigrés »¹⁰.

Dans une autre grande ville d'émigration italienne, Marseille, il faut attendre le 12 juillet 1925 pour que le *fascio* se mette en place et il ne finira par fonctionner qu'à l'arrivée dans cette ville d'un consul énergique, G. Barduzzi, en 1928, qui gère correctement les finances et évite les malversations des responsables.

Ce rôle du consul nous amène à relativiser fortement l'aspect soi-disant spontané de ces organisations. En effet, alors qu'on est arrivé à ce que Pierre Milza appelle le passage du « fascisme-mouvement » au « fascisme-régime »¹¹, on doit constater un double mouvement. Parallèlement au remplacement systématique des personnels consulaires et diplomatiques étrangers ou de formation classique par des personnes politiquement sûres sous la direction du sous-secrétaire aux Affaires étrangères Grandi, nommé à ce poste en mai 1925, le caractère d'organisation de masse ou proche des masses des sections fascistes s'estompe au profit des seuls notables de la colonie. Dans certaines villes de moindre importance, comme Dijon par exemple, ceux-ci finissent par en être les seuls membres¹².

Si l'on essaie d'être plus précis et de donner des exemples de la composition sociale des *fasci*, on arrive à des résultats très semblables à quelques variantes près, et quelle que soit la région considérée. Ainsi un rapport du préfet des Bouches-du-Rhône au ministre de l'Intérieur en date du 20 janvier 1929¹³, nous indique que le *fascio* compte environ 400 membres, qu'il a son siège au consulat ; et pour le président, M. De Angeli, secrétaire particulier du consul qui remplace M. Moschitti, agent général de la Compagnie American Vacuum Oil. Il ajoute que « le *fascio* est composé de commerçants italiens, des fonctionnaires et des banques italiennes ainsi que des membres des associations d'anciens combattants subventionnés par le consulat d'Italie ». A Paris, sur les 650 membres, un rapport des Renseignements Généraux¹⁴ nous dit que la plupart sont des commerçants aisés, des industriels, des représentants des professions libérales et quelques artisans et employés de commerce et dans l'hôtellerie. Dernier exemple, à Grenoble, en mars 1927, sur 62 membres, les artisans et commerçants représentent les deux tiers des inscrits¹⁵.

Cette organisation confiée à Grandi doit être comprise de deux façons. Il cherche d'une part une plus grande efficacité du personnel consulaire dans un contexte de politique internationale tendue, où la perspective d'une guerre avec la France due aux problèmes tunisiens et à l'accueil des *fuorusciti* n'est pas exclue, en particulier début 1927. D'autre part, s'il accorde une telle importance à ces représentants officiels de l'Italie, c'est qu'il compte davantage sur eux et leur poids moral dans la colonie et les milieux français pour impressionner favorablement à l'égard de l'Italie. Il veut, ou plutôt Mussolini veut, montrer que le nouvel État est digne de ce nom, capable de maîtriser les militants et de prendre en charge l'assistance aux émigrés sans compter sur les associations philanthropiques héritées de l'époque libérale. La multiplication des *Maisons de l'Italie* ou des *Italiens* est l'expression la plus visible de cette volonté. Il est vrai que les innombrables récits de bagarres et échauffourées entre fascistes et antifascistes indisposaient tout le monde et que rien ne favorisait autant ces affrontements que les grandes manifestations auxquelles les organisations fascistes se livraient, par exemple lors de la célébration de la Marche sur Rome.

Aussi voit-on les *fasci*, au fil du temps, surtout après 1928, se contenter d'un rôle de gestionnaire des œuvres d'assistance en direction des émigrés. Ils n'apparaissent plus dans les archives diplomatiques que pour ce qui concerne les colonies de vacances en Italie, le retour au pays des femmes italiennes pour accoucher, le rapatriement des orphelins italiens ou les distributions de friandises à Noël... En 1930, 4914 enfants venus de toute la France, Corse comprise, partent en Italie en juillet et août; le document nous en donne le décompte en classant les enfants selon leur âge et leur sexe en *balilla, avanguardisti, piccole italiane et giovanne italiana*¹⁶. Rien que pour la zone consulaire de Marseille, ce même document nous indique que 73.813, 15 francs ont été dépensés et que le *fascio* de Marseille a participé pour une somme de 11.000 francs, et que les souscriptions ont recueilli 61.000 francs. La seule zone consulaire de Paris s'occupe du rapatriement de 52 garçons et 21 filles entre le 12 décembre 1928 et le 17 août 1929¹⁷. Enfin, entre le 31 janvier et le 30 septembre 1929, la zone consulaire de Dijon envoie gratuitement 423 femmes accoucher en Italie, accompagnées de leur mari si elles le désirent, celui-ci ne payant que la moitié du voyage, le reste étant pris en charge par le consulat et le secrétariat général des *fasci all'estero*.

Ces quelques exemples nous conduisent naturellement à constater que les thèmes natalistes très à l'honneur en Italie sous le fascisme ont été largement exportés en France et qu'une véritable psychose de « dénationalisation » s'empare régulièrement des responsables. En effet, tout est fait pour faire conserver aux Italiens émigrés et surtout à leurs enfants leur nationalité d'origine. Et c'est dans ce domaine que l'État italien trouve auprès des missions italiennes des alliées de choix. Dans les rapports adressés par les missionnaires italiens au Prêlat pour l'Émigration au Vatican, les lamentations sur les ravages de la propagande malthusienne et de la politique de naturalisation favorisée par le clergé français sont innombrables. Bien souvent, c'est main dans la main avec le consul fasciste local que la contre-propagande se met en place (ex. : Grenoble, Saint-Claude, Hayange¹⁸...), d'autant plus facilement que le spectre bolchévique a encore une grande efficacité pour convaincre les prêtres les plus récalcitrants. Si certains refusent tout compromis, d'autres vont trop loin, tel ce Don Vignolo expulsé de Chambéry en février 1928 pour avoir organisé avec trop de zèle les jeunesses catholiques italiennes sur le modèle fasciste¹⁹. Il ne faut pas oublier le contexte concordataire des années vingt qui faisait prévaloir une certaine collaboration sur le terrain, quel que soit l'acharnement de la lutte au sommet (ex. : auto-dissolution de l'*Opera Bonomelli*).

Ce tour d'horizon des modes d'implantation des idées fascistes en France ne serait pas complet si l'on ne parlait pas des innombrables associations et groupements italiens patronnés par les consulats. Ainsi à Marseille, en plus du *fascio*, on peut, à la date du 20 janvier 1929, en dénombrer 12, aussi variés que *La Musique Coloniale Italienne, l'Orphelinat Italien, l'Association Nationale des Anciens Combattants Italiens* ou *La Société Dante Alighieri*... Enfin, un vaste réseau d'une vingtaine de *Comités France-Italie* se met en place dans les années 20 à 30. Leur rôle premier est l'organisation de conférences, journées, expositions... destinées à faire connaître au public français les œuvres nées du génie italien avec l'accord et le soutien du ministère de la Culture Populaire italien. Des journées de commémoration à Verdun, Bligny ont aussi lieu à leur instigation sous la contrôle des consulats car les enjeux politiques sont importants. Un groupe parlementaire français, sous la présidence de Bertrand d'Aramon, député de Paris, porte ce

même nom et fournit régulièrement au président italien du *Comitato Italia-Francia*, le Comte Borletti, des rapports détaillés sur la politique générale française, en particulier dans la période du Front Populaire. Ce comité n'est pas le seul du genre, l'*Académie Méditerranéenne*, le *Cercle des Amitiés Latines*... développeront le même type d'action, à la fois culturelle et politique.

Finalement, ce qui frappe à la lecture de tous ces documents, c'est le temps, les hommes, l'argent et l'énergie considérables mis en œuvre. Les résultats sont-ils à la hauteur des moyens engagés ? Certainement pas si l'on entend par réussite le ralliement complet des inscrits au *fascio* ou aux organisations de jeunesse dépendantes, car beaucoup y sont venus davantage pour les avantages qu'ils en retireraient que par conviction politique, en particulier dans les années 30. Par le développement des actions « sociales » et culturelles des *fasci*, l'image de marque s'est modifiée et ceux pour qui le fascisme voulait dire « manganello » et huile de ricin ont pu être rassurés.

La preuve d'une adhésion relative de beaucoup de militants se trouve dans le volte-face d'un nombre non négligeable quand va s'instaurer la politique résolument hostile à la France de l'axe Rome/Berlin. Finalement, même les œuvres sociales seront délaissées par peur des représailles de la part des Italiens de l'autre bord.

Si on admet que ces petits bourgeois, petits notables, commerçants ont été en Italie une des bases sociales du régime, on peut s'étonner de leur tiédeur en France dans les moments difficiles. Mais dans un pays où le niveau de formation sociale et économique est différent, ces émigrés échappent au rapport dialectique discours-adhésion idéologique/pression économique-violence et finalement le « nouvel orgueil d'être Italien » dont parle souvent Parini les concerne beaucoup moins.

Wigault
Chercheur

1. François CAVANNA, *Les Ritals*, Ed. Belfond, Paris, 1978.

2. Par exemple, *Fascio di Parigi*, Jeunesses fascistes italiennes de la région parisienne.

3. A Marseille, Fascisme, Italiens surveillés comme fascistes, incidents entre fascistes et antifascistes.

4. Ainsi *Le Notizie sull'emigrazione* en donne une liste non exhaustive à la date du 8 août 1925 comprenant 5 titres pour Paris, 1 pour Dijon, 1 pour Marseille.

5. P. PARINI, *Gagliardetti italiani nel mondo*, Novare, 1934.

6. Ces faisceaux à l'étranger, sur le modèle des faisceaux de combat, furent créés officiellement entre février et juillet 1923 par le Grand Conseil Fasciste. Archives de la Préfecture de Police de Paris, BA/284 prov. 302-3.

8. Archivio Centrale dello Stato, Segreteria Particolare del Duce, Ris.b.81, f. W/F.

9. Idem.

10. Idem.

11. Pierre MILZA et Marianne BENTELI, *Les fascismes au XXème siècle*, Ed. Ridelieu, Paris, 1973.

12. Archivio Diplomatico, Rappresentanza Diplomatica, 1930, b.181, f.2.

13. Archives Départementales de Marseille, Série M6, F 10888.

14. APP, BA/284 prov. 3023. Rapport du 6 décembre 1930.

15. ACS, Ministero del Interno, Direzione Generale Publica Sicurezza, 1927, b.159.

16. AD, RD, b.177, f.1, sf. colonie estive, 1936.

17. AD, RD, b.161, f.3.

18. Centro studi Emigrazione di Roma, b.952, 889, 191.

19. Centro studi Emigrazione di Roma, b. 1052.

20. AD Marseille, Série M6, F. 10888.

Un chercheur italien à la B.D.I.C.

J'ai fait connaissance de la BDIC il y a dix ans, lors d'un bref passage à Paris. Je m'intéressais alors à la CNT espagnole des années trente et quelqu'un m'avait conseillé d'aller voir à la BDIC, où je n'avais jamais mis les pieds auparavant. J'y suis allé et depuis je ne l'ai, pour ainsi dire, plus quittée. Je connaissais déjà quelques excellentes bibliothèques : celle de la Fondation Feltrinelli à Milan, celle de l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam, celle du Schweizerisches Sozialarchiv à Zürich. Je n'étais donc pas un néophyte, mais je fus quand même rempli d'enthousiasme et d'admiration devant les richesses extraordinaires que je découvrais à la BDIC. Mon seul regret fut alors de ne pas pouvoir y rester aussi longtemps que je l'aurais souhaité.

A partir de 1975 j'ai partagé mon temps entre l'Italie, où j'enseignais, et Paris, où je préparais mon doctorat. Le sujet de mes recherches — les origines de la politique syndicale de l'Internationale communiste — m'a tout naturellement ramené à la BDIC. Au fur et à mesure que j'apprenais à connaître les principales bibliothèques parisiennes, je m'apercevais en effet que les documents qui m'intéressaient se trouvaient surtout à la BDIC. Je pouvais y consulter une documentation très vaste et variée sur le mouvement ouvrier non seulement français, mais aussi d'autres pays dont je m'occupais dans le cadre de ma recherche. Je suis encore plus profondément persuadé, aujourd'hui, que la BDIC est la seule bibliothèque française permettant de mener à bien des travaux comparés sur le mouvement ouvrier du XXe siècle.

Je voudrais ici attirer l'attention sur les possibilités qu'elle offre plus spécifiquement dans le domaine des études italiennes. La BDIC possède le fonds italien le plus riche qui existe en France. Ceux qu'on trouve dans d'autres bibliothèques, par exemple dans celle de l'Institut d'Études Politiques de Paris, sont en général plus limités et surtout plus récents que celui de la BDIC. Une recherche sérieuse sur l'Italie contemporaine, en particulier sur son histoire sociale et politique, peut difficilement être menée, en France, en dehors de la BDIC. Celle-ci est irremplaçable dans un domaine, au moins, celui de l'émigration antifasciste italienne en France. On sait que la France a accueilli dans l'entre-deux-guerres un nombre tout à fait considérable d'opposants italiens et qu'elle a été le principal centre de la lutte contre le régime mussolinien. C'est ici que les organisations dissoutes ou interdites par le fascisme ont pu poursuivre leur action. Sur le plan politique, cette émigration était très variée. On y trouvait des socialistes (de différentes tendances), des communistes, des républicains, des anarchistes, quelques libéraux et même quelques catholiques. Tous les courants de la vie politique italienne pré-fasciste y étaient pratiquement représentés. Il suffit de citer

quelques noms pour donner une idée de l'importance politique de cette émigration : Piero Gobetti, Filippo Turati, Carlo Rosselli, Pietro Nenni, Palmiro Togliatti, Giuseppe Di Vittorio, Silvio Trentin, Sandro Pertini, Angelo Tasca, Gaetano Salvemini, Francesco Nitti, etc.

Les journaux, les revues, les brochures et les livres produits par cette émigration se trouvent en grande partie à la BDIC. Aucune autre bibliothèque en France ou en Italie (où des efforts considérables ont été pourtant faits, dans l'après-guerre, pour combler les vides provoqués par le fascisme) ne possède une documentation aussi vaste dans ce domaine particulier. Il n'est pas question, ici, de la décrire en détail puisque des éléments en sont largement présentés dans l'article de Michel Dreyfus et Bruno Van Dooren sur les fonds de la BDIC.

Parmi les très nombreux titres d'ouvrages, on peut signaler *Oggi in Spagna domani in Italia* (1938) de Carlo Rosselli, *Teoria dell'insurrezione* (1936) d'Emilio Lussu, *Six ans de guerre civile en Italie* (1930) de Pietro Nenni, ainsi qu'une série d'études sur le fascisme par Rodolfo Mondolfo, Luigi Fabbri, G. Zibordi, Ignazio Silone.

Tous ces domaines sont des témoignages vivants de la lutte antifasciste, des polémiques (souvent féroces) au sein de l'émigration, de la vie non seulement politique, mais aussi quotidienne des Italiens en France. On trouve aussi, à la BDIC, les publications fascistes, y compris celles (par exemple *Tribuna d'Italia*) destinées plus particulièrement à la propagande parmi les émigrés italiens en France.

C'est, dans l'ensemble, une richesse extraordinaire qu'il s'agit d'exploiter et de faire connaître. Une initiative particulièrement utile serait, par exemple, la publication d'un catalogue des périodiques italiens conservés à la BDIC. Il me semble aussi que la BDIC devrait envisager à court terme la publication d'une véritable revue, où pourraient confluer les résultats des travaux scientifiques réalisés à partir des fonds extraordinaires qu'elle abrite. Lancer une revue est toujours une entreprise difficile, notamment sur le plan financier, mais je crois que la BDIC, si elle le voulait, réussirait à réunir les moyens intellectuels et matériels nécessaires.

Je voudrais dire, pour conclure, que la plus grande richesse de la BDIC consiste probablement dans la gentillesse et la compétence de son personnel : ce sont précisément ces qualités qui font de cette bibliothèque un lieu de travail particulièrement agréable, malgré l'absence — que je déplore aussi profondément que Moshe Lewin — d'un bistrot dans ses parages.

Bruno GROppo,
chargé de recherche au CNRS

LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

Abonnement : 30 F
Prix du numéro : 8 F

Composition : Germinal (340.01.56) - Impression : Université Nanterre
Directeur de publication : Stéphane Courtois - CPAPP : nouvelle demande en cours

Prière d'insérer

En réponse au texte signé par le secrétariat de l'Association des Amis de la BDIC paru en page 2 de la *Lettre* n° 10 de cette association d'octobre-novembre 83, le ministère de l'Éducation nationale tient à faire savoir que :

— la commission d'avancement paritaire du personnel scientifique des bibliothèques a donné un avis favorable à la demande de mutation présentée en avril 1983 et réitérée le 30 novembre 1983, par Mlle Véronique BLUM, qui motivait cette demande par des arguments d'un ordre tout à fait différent de celui évoqué dans cet article, et n'avancait absolument pas comme motif « ses conditions désastreuses de travail » comme pourrait le laisser croire l'article précité. Par ailleurs, en raison des qualités propres de l'intéressée, la commission, sur proposition du directeur

des bibliothèques, a proposé que lui soit confiée une mission d'intérêt national dans l'attente de sa nouvelle affectation.

— des moyens spécifiques importants ont été accordés ces dernières années à la BDIC, traitement favorable dont d'autres établissements comparables n'ont pu bénéficier, notamment au plan des crédits ou des créations de poste en 1982.

La demande présentée par le directeur de la BDIC en 1983 d'un personnel administratif supplémentaire de haut niveau n'avait aucune possibilité d'aboutir dans un contexte qu'il savait marqué par l'absence de créations d'emploi et au contraire par un gel, décidé par le gouvernement, des emplois vacants.

Une fois de plus l'Amérique latine à la B.D.I.C. Les fonds sur l'Argentine s'enrichissent

L'année qui vient de s'achever a été une année particulièrement bénéfique pour la documentation latino-américaine à la BDIC. Les achats et les dons se sont multipliés ; plusieurs initiatives ont été prises pour donner une continuité au développement de ce secteur déjà primordial dans la vie de la bibliothèque.

Nous voudrions signaler en particulier l'importance des fonds que nous venons de recevoir sur l'Argentine, fonds qui s'ajoutent aux autres matériaux déjà existants à la BDIC et font de cette dernière un des principaux centres en Europe pour l'histoire sociale argentine.

Les matériaux acquis dernièrement correspondent à la période de l'entre-deux-guerres et à l'époque actuelle. Ce sont des documents sur l'histoire des deux principaux courants politiques argentins : le radicalisme — qui vient de triompher aux élections — et le péronisme. mais, fondamentalement, sur l'histoire du mouvement ouvrier argentin et de ses différents groupes politiques.

Pour l'histoire du radicalisme il faut signaler entre autres : *L'histoire de la Union Civica Radical*, écrite par W.R. Peralta et A. Blanco, histoire qui date de 1917 et analyse l'histoire du parti depuis ses origines jusqu'à son arrivée au pouvoir en 1916 ; le livre de Alfredo Morrone, *El Derecho Obrero y el Presidente Yrigoyen* (1928) présente les principales conceptions de radicalisme et les mesures prises par celui-ci sur le plan social ; et pour une période plus contemporaine : les *Memorias del Comité Nacional de l'UCR* entre juin 1971 et mai 1974.

Mais c'est surtout pour l'histoire du mouvement ouvrier argentin que les fonds sont particulièrement importants. Nous avons reçu par exemple des exemplaires très rares sur l'histoire de ce mouvement, ainsi l'ouvrage de José Rodriguez Tarditi sur *La Organización Obrera Argentina. La Unidad Obrera, F.O.R.A.-U.S.A.* ou encore *El Movimiento Obrero en la Argentina*, de Alfredo Fernandez,

publié en une série de brochures (qui, bien qu'incomplète, représente une collection extraordinaire et peu connue). Nous pouvons citer aussi les *Actos de la Reunion del Comité Central Confederal* de la CGT entre mai 1940 et octobre 1941, c'est-à-dire avant la division entre CGT 1 et 2 (cette dernière sera éliminée par la révolution de 1943).

Pour les organisations politiques de la classe ouvrière, les fonds de la BDIC deviennent aussi particulièrement riches.

Par exemple, pour l'histoire du Parti socialiste, la BDIC possède maintenant une photocopie des deux tomes de *l'Historia del Socialismo* de Jacinto Oddone, ainsi que les ouvrages suivants : Rodriguez Germinal, *La Crisis Política del Socialismo Argentino (Partido Socialista o Partido de Vanguardia ?)* (1930), Isidro Oliver, *El Socialismo en el Interior Argentino* (1951), P.S. — Comité Ejecutivo Nacional, *El P.S. y el movimiento militar del 6 de septiembre...* (1931) — En ce qui concerne l'œuvre et la biographie du « chef historique » du socialisme argentin Juan B. Justo, on peut trouver à la BDIC outre un recueil d'écrits réalisé par Celso Tindaro : *Ideario de Juan B. Justo* (2 t., 1939), des œuvres de J.B. Justo lui-même : *La Realización del Socialismo* (1947) et des travaux biographiques comme l'important ouvrage de Dardo Cuneo, *Juan B. Justo y las luchas sociales en Argentina* (1956), ou ceux de Lucas F. Sargo, *Juan B. Justo en la Evolución Social Argentina* (1960) et de Rodriguez Tarditi, *Juan B. Justo Parlamentario* (1934). Les ouvrages reçus à la bibliothèque écrits par Nicolas Repetto (successeur de Justo à la tête du PSA) sont aussi très importants ; par exemple, N. Repetto, *Los Socialistas y el Ejército* (1946), *La Huelga Agraria...* (1919), *Política* (1940), *Política Internacional* (1943), *Labor en el Exilio* (1949), ainsi qu'une biographie sur Repetto parlementaire réalisée par la Chambre des Députés en 1960. Cette liste peut continuer à s'allonger avec les ouvrages d'autres

ANUARIO SOCIALISTA 1937

En la inmensa tarea de desarrollo y roturación de cultivo y de cultura, que acometemos con febril actividad, necesitamos de la ayuda de nuestra pazón tan noble como del filo de nuestra hoz. — JUAN B. JUSTO.

LA VANGUARDIA

dirigeants socialistes tels que Alfredo L. Palacios, Adolfo et Enrique Dickmann (soulignons l'ouvrage *Nacionalismo y Socialismo*, premier livre des deux frères), Américo Ghioldi, Juan Antonio Solari, Del Valle Ibarlucea, Antonio de Tomasso ou D. Taffenberg. Plusieurs de ces ouvrages traitent des années 30-40 et même 50 comme, par exemple, le recueil d'articles de Manuel V. Besasso sur les positions socialistes face à la révolution de 1943 (*La Patria Heroica - Vision Socialista de la Revolución Argentina*), ou Juan A. Solari, *En el Frente Democrático* (1942), ou encore Alfredo Palacios, *El Partido Socialista Argentino y el Presidente de la Republica* (1952, 5ème édition).

Pour compléter ses fonds, la BDIC a essayé de réunir une collection des *Anuarios* du Parti Socialiste publiés depuis 1928 ; elle possède déjà ceux de 1929, 1931, 1937, 1942, 1944, 1946 et 1948. Ceux-ci sont de grande utilité pour reconstruire la vie politique et sociale du Parti et de l'Argentine. Quelques-uns contiennent des articles très importants comme ceux sur les origines du journalisme ouvrier en Argentine.

Par contre, en ce qui concerne le Parti Communiste Argentin, les acquisitions n'ont pu être aussi abondantes. Cependant, bien que peu nombreuses, les « nouveautés » sont importantes : *Por la Libertad y por la Independencia de la Patria* (1941) ; Codovilla, *Unidos para aplastar el Monstruo Fascista* (1941) ; Rodolfo Ghioldi, *Los Comunistas y la Democracia* (1946) et *La Política en el Mundo* (1946), etc. Des documents rares comme le débat avec Puiggros écrit par « Esteban », *La Situación Nacional y las Consignas de « Clase Obrera »* (1955) et une collection du journal du PC : *Unidad Nacional* (février 1943/janvier 1944). Il faut souligner aussi la collection de microfilms, récemment arrivés, représentant une source inégalable pour l'histoire du communisme argentin et latino-américain, qui sont *La Correspondencia Sudamericana* (organe du Bureau latino-américain de l'Internationale Communiste), *Bajo la Bandera de la CSL* et *El Trabajador Latinoamericano* ainsi que les documents de la conférence des partis communistes tenue à Buenos Aires en 1929.

Dans le même ensemble de microfilms, la BDIC a aussi reçu une copie de la *Revista Socialista Internacional*, publiée par E. Del Valle Ibarlucea entre 1908-1910 à Buenos Aires ; on y trouve entre autres des éléments sur le débat Justo-Ferri.

UNIDAD NACIONAL

Publicación del Comité Central del Partido Comunista

AÑO I

Buenos Aires, Febrero de 1943

Núm. 1

SOLO ORGANIZANDO LA UNIDAD NACIONAL IMPEDIREMOS QUE EL PAIS MARCHE A LA CATASTROFE

Los notables progresos realizados por el movimiento de Unidad Nacional en estas últimas semanas, así como el recrudecimiento de las medidas represivas con que la reacción pro-fascista se esfuerza, vanamente, por detenerlo, constituyen indicios seguros de que la situación política de nuestro país está entrando en una nueva etapa, en una fase superior, que se caracterizará por grandes luchas entre las fuerzas democráticas en ascenso y las fuerzas fascistas y oligárquicas que se defienden.

Es necesario que todo el pueblo argentino — la clase obrera, en particular — se compenetre profundamente del significado de estos acontecimientos, con el fin de poder conocer la dirección en la cual marcha la situación po-

lítica por el hecho de que la oligarquía reaccionaria y pro-fascista se ve abocada a dificultades enormes como consecuencia de la crisis económica provocada por su funesta política internacional e interna, que hoy estalla con mayor fuerza, y como consecuencia del avance triunfal de las fuerzas de la libertad en escala mundial y nacional. Las condiciones económicas del país adquieren caracteres desastrosos, que repercuten no sólo sobre la clase obrera, sobre los campesinos y sobre la

Nous avons reçu aussi une brochure de José Penelon, ex-dirigeant du Parti communiste et fondateur du Partido Concentración Obrera, *Como se hipoteca la Independencia nacional* (1935).

Sur l'anarchisme argentin, la BDIC se trouve en possession de quelques ouvrages très importants : Lopez Arango et Diego Abad de Santillan, *El Anarquismo en el Movimiento Obrero* (1925), Eduardo Gilimon, *Hechos y Comentarios - Seguido de Paginas Intimas* (et autres articles), Lopez Arango, *Ideario* (1942), Alberto Ghirardo, *La Argentina Estado Social de un Pueblo* ; du Comité Pro-Presos y Deportados de la FORA : *La FORA antes los Tribunales* (1934) et *Por la Libertad de los Torturados de Bragado* (1935) ; de la FACA, *Un Año de Peronismo* (1954).

On peut trouver aussi divers documents sur la répression contre le mouvement ouvrier dans les années trente : M. Ramirez, *El Presidio de Ushuaia* (1935), Carlos Giménez, *El Martirologio Argentino* (1932) et sur les conditions de vie des années 30-40 : J.A. Solari, *Los Parios Argentinos...* (1940), A.A. Hernandez, *Salario Vital...* (1943), et *Condiciones de Vida de la Familia Obrera* publié en 1943 par le Département du Travail de la province de Buenos Aires.

Sans prétendre faire une énumération des récentes acquisitions, je voudrais aussi citer ici trois travaux de recherche portant sur l'histoire du mouvement ouvrier et réalisés dans des universités américaines et maintenant accessibles à la BDIC : H. Goldberg, *Railroad unionization in Argentina, 1912-1929...* (1979), J. Horowitz, *Adaptation and change in the Argentine Labor Movement 1930-1943* (1979) et J.G. Torres, *Labor Politics of Radicalism*.

Mais laissons maintenant le mouvement ouvrier pour indiquer encore quelques ouvrages sur l'histoire des années 30, en particulier sur la situation créée par le coup d'État de Uriburu en 1930 : *Gobierno Provisional de la Nación, Documentos Iniciales de la Revolución* (1930) ; B. Villafaña, *El General Uriburu y la Revolución de Septiembre* (1947), J. Bianco, *Los Mandatos de la Hora* (1933), ou encore F. Yofre, *El Fascismo y Nosotros* (1933), J. Meinvielle *Entre la Iglesia y el Reich* (1937). On peut trouver aussi de nombreux ouvrages et brochures pour illustrer le débat autour du problème de l'industrialisation et du commerce en Argentine : J. Padilla *Fomento y Protección Industrial. Un Proyecto de Ley* (1925), Luis Duhau, *Comprar a Quien nos Compra* (1927) UIA, *Un horizonte Evolución Económica Argentina* (1931) ; Mariano Abarca, *La Industrialización de la Argentina* (1944).

La BDIC a acquis aussi de manière à compléter sa collection sur les congrès de la Liga Patriótica Argentina, les

documents du 7ème Congrès nationaliste du travail (mai 1926) et une brochure sur la position de Cortès, dirigeant de la Ligue Patriotique face au coup d'État de 1930.

Enfin, il faut citer l'acquisition d'un dictionnaire biographique : *Personalidades de la Argentina* (3ème éd. 1949).

Parallèlement, le développement des efforts d'actualisation permet à la bibliothèque de se tenir à jour pour les publications récentes. Nous devons signaler, cependant, une certaine difficulté, essentiellement financière, pour acquérir des périodiques, surtout des quotidiens et même des revues d'actualité politique. Pour pallier cette carence, la bibliothèque essaie de récupérer à travers les publications de l'exil ou par l'intermédiaire d'émigrés, des documents concernant la réalité politique et sociale actuelle ou la question des droits de l'homme en Argentine.

Par exemple, pour les années 1976-1983, on trouve à la BDIC des collections de périodiques de quelques orga-

nisations de gauche tels que : *Adelante, Política Obrera, Prensa Obrera, Opcion, Solidaridad Socialista*, etc., ainsi que des documents de comités de solidarité avec l'Argentine dont nous espérons qu'ils seront complétés par la suite.

Dans le futur, la BDIC espère continuer à élargir ses fonds concernant l'Argentine et l'Amérique latine en général. Pour cela, la bibliothèque va essayer de réaliser un programme de microfilmage d'archives et de périodiques non disponibles en Europe, et cela en commun avec d'autres grandes institutions européennes (comme l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam et la Fondation Feltrinelli de Milan). Ce programme permettrait, sans que les documents quittent l'Argentine, d'assurer leur sauvegarde en en conservant un microfilm en Europe ; cela faciliterait également, cela va sans dire, le travail des chercheurs européens sur l'histoire sociale latino-américaine.

Edgardo Bilsky
Chercheur

D'un ex-directeur de la B.D.I.C. à ses amis

Il m'arrivait de m'étonner, il y a quelques années, d'envisager mon maintien jusqu'à l'âge de la retraite à la BDIC, alors qu'au cours d'une carrière passablement tourmentée, je n'étais jamais restée plus de deux à quatre ans dans un même poste et que, par principe, j'étais favorable à ces changements qui obligent à se remettre en question. Mais à la BDIC, le travail était si diversifié, il y avait tant de perspectives nouvelles, l'apport intellectuel procuré par la connaissance des fonds était tel et le temps passait si vite que je ne voyais pas pourquoi je la quitterais.

Cependant, après plus de onze années, j'ai demandé à en partir pour les raisons qui me donnaient envie d'y rester : comme il y avait toujours quelque chose de plus à faire (même en me déchargeant de nombreuses tâches sur des collègues), j'ai été vaincue par le développement de l'établissement, générateur de travail et d'activités diverses, que le faible amassement des moyens en personnel n'ont pas permis de suivre. S'il est possible de travailler de 50 à 60 heures par semaine un assez grand nombre d'années, et si on le supporte assez bien lorsqu'on est relativement jeune, il vient un moment où, avec l'âge et l'usure de la santé, cela devient impossible ; où il est pesant de tout sacrifier à la vie professionnelle ; où, pour tout dire, la « carcasse » ne suit plus. C'est ce qui m'est arrivé et c'est pourquoi, malgré le déchirement de quitter une bibliothèque où j'ai beaucoup investi, je m'y suis résolue.

Je ne peux, après toutes ces années, le faire sans un mot d'amitié et de reconnaissance pour tous ceux qui sont attachés à la BDIC, qui l'ont aidée et soutenue à des moments parfois difficiles, me donnant la force de continuer lorsque le découragement me gagnait. Grâce à la vigilance et au soutien du Conseil de la bibliothèque, de son Association, des universités contractantes (et des quatre présidents successifs de Paris X en particulier), de tous les amis et lecteurs de la BDIC, d'un personnel très attaché à l'institution et au service public, grâce à vous tous enfin, j'ai eu la satisfaction de voir la BDIC prendre son second souffle, après son implantation à Nanterre : les lecteurs y affluent et la bibliothèque a retrouvé la vocation que trente ans d'adversités liées à la guerre avaient mise en veilleuse. Malgré bien des difficultés et des incompréhensions, sa spécificité de bibliothèque de recherche historique, son rôle national et international sont, je crois, clairement reconnus à nouveau. Son budget est revenu à un niveau décent (si les difficultés restent considérables en ce qui concerne le personnel et les locaux). Des expositions et de nombreux prêts ont permis au Musée des Deux Guerres Mondiales d'être redécouvert lui aussi. Des publications (cette modeste *Lettre* a pris en trois ans des proportions de plus en plus importantes et les catalogues d'exposition deviennent des instruments de travail) y sont possibles, comme avant 1939.

Je me réjouis d'avoir contribué avec l'appui de beaucoup d'entre vous à remettre la BDIC sur la bonne voie. Mais il reste beaucoup de chemin à parcourir : je souhaite ardemment que vous tous, qui l'avez soutenue et m'avez aidée à traverser les passages difficiles, continuiez à lui porter un intérêt sans faille et accordiez à mon successeur le soutien que vous m'avez constamment manifesté.

Au moment où cette lettre paraîtra, j'aurai pris une autre voie, très différente. Mais je n'oublierai pas la BDIC, encore moins ses amis dont beaucoup sont devenus mes amis. A tous, je dis un au revoir qui ne se veut pas un adieu, mais une manifestation de reconnaissance et de fidélité.

Véronique BLUM.

Le départ de Véronique Blum

Tristesse et espoir

Ainsi donc, ce que chacun des habitués de la BDIC pressentait depuis de nombreux mois est arrivé : Véronique Blum a cessé ses fonctions de Directeur (je préférerais que le mot « Directrice » soit, en l'accorrence, utilisé ; cela viendra...) de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine.

Il est sans doute superflu, inutile, et cela risquerait de donner un ton de polémique à des lignes qui se veulent exclusivement de gratitude, d'évoquer les raisons de ce départ. Au surplus, comme il s'agit essentiellement d'absence de moyens matériels, de pénurie de personnel, d'insuffisance de crédit, je crois que nous n'ayons à en parler ultérieurement s'il n'est pas apporté de remèdes à cette situation.

Dans les manuels d'histoire, le nom de Sedan est synonyme de défaites. On en néglige l'existence d'une ville de moyenne importance, dont la vie quotidienne est identique à la vie quotidienne de tant de cités de même type. C'est à Sedan que, en 1926 (Si, si, vous ne le croyez pas, moi non plus, mais c'est ainsi), est née Véronique Blum, dans une famille d'industriels. Elle a seize ans lorsque son père, passant par la filière espagnole, rejoint à Londres la France libre, avec laquelle il combattra jusqu'à la libération des camps que le nazisme a installés en Allemagne.

Après l'obtention d'une licence de Lettres et d'un diplôme supérieur de bibliothécaire, Véronique Blum suit une carrière à la fois normale et peu courante. Normale : ses avancements successifs sont tout bonnement la reconnaissance de ses mérites, de son intelligence, de son attachement aux tâches qui lui sont confiées. Peu courante : ceux qui la connaissent auront compris qu'elle n'est pas faite pour des travaux manquant d'imagination, d'originalité, de création. Elle n'est pas faite pour des heures de travail trop fixes (ce qui veut dire qu'elle ne part jamais avant l'heure, mais très souvent au-delà). Elle sera donc tour à tour sous-bibliothécaire à Grenoble, conservateur de la Bibliothèque centrale de prêt de Blois, conservateur – en 1958 – à la BDIC, chargée de la documentation anglaise, durant quatre ans. Le directeur d'alors souhaite déjà qu'elle soit un jour l'un de ses successeurs. Mais, avant d'en arriver là, elle fera un détour... par Alger où, à la demande du gouvernement du nouvel État, elle reconstruira la Bibliothèque de l'université incendiée par l'OAS. Lorsqu'elle revient en France, elle laisse derrière elle un personnel scientifique algérien professionnellement qualifié. De 1965, année de son retour, à 1972, elle se consacre à la création et à l'installation de bibliothèques de nombreux centres hospitaliers universitaires parisiens.

Après deux ans passés à la Bibliothèque universitaire de Vincennes-Paris VIII, elle est nommée, à la demande de l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices, directrice de la BDIC qui vient d'être transférée à Nanterre.

Il faudrait tout citer de ses réalisations : installation définitive du Musée des deux guerres mondiales dans les galeries de l'Hôtel des Invalides ; série d'expositions quasi annuelles mettant en valeur les collections longtemps accultées (Dunoyer de Segonzac, Rennefer, Armistice et paix, L'enfant dans la guerre, la gravure sur bois chinoise, les affiches russes de la Révolution de 1917, que sais-je encore...). Grâce à sa ténacité, à l'intérêt enthousiaste qu'elle sait insuffler autour d'elle, on réussit à traiter certains fonds ensevelis dans les magasins, parfois depuis des dizaines d'années, tandis que sont noués ou renoués les contacts nécessaires avec les institutions également concernées par l'histoire du XXème siècle.

En onze ans, la renommée de la BDIC ne cesse de grandir, sa réputation de s'établir dans le monde universel des chercheurs.

Quelques chiffres témoignent : en 1973, on dénombre 13.700 lecteurs, en 1982 : 35.000. Dans la même période, le nombre de documents communisés est passé de 67.000 à 170.000.

Tristesse, mais aussi espoir. Espoir que la personne qui lui succèdera, et dont j'ignore l'identité au moment où je trace ces lignes, saura poursuivre dans la même direction l'œuvre commencée et à tant d'égards réussie ; il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de la BDIC, mais de la conception que l'on doit sauvegarder du rôle des bibliothèques dans la culture de demain. Espoir aussi que celui qui dirigera demain cette si belle institution reçoive des pouvoirs publics les moyens jusqu'ici refusés et dont l'apport s'avère rigoureusement indispensable à un fonctionnement normal. Espoir enfin – car c'est surtout d'elle que je voulais parler ici – que Véronique Blum trouve dans les fonctions nouvelles qui l'attendent, les possibilités d'utiliser ses immenses qualités et les joies qui devraient en découler.

Daniel MAYER

E R R A T A

In : "Le départ de Véronique Blum : Tristesse et espoir" par Daniel Mayer

Page 24, ligne 27, lire à la suite :

...ainsi que des nouveaux Centres universitaires de Dauphine, Sceaux, St-Maur,
St-Denis, Asnières, Clichy, Clignancourt et Vincennes.